Caisse Meusienne d'Assurances Mutuelles

Société d'Assurance Mutuelle à cotisations variables

contre l'incendie et les risques divers.

Entreprise régie par le code des assurances

22 rue du Docteur Nève - CS 40056 - 55001 BAR-LE-DUC Cedex

Tél 03.29.79.30.79 - www.CMAM.fr

N° matricule ACP 04 17 04 03

Rapport sur la solvabilité et la situation financière – « SFCR » – 2019

Validé par le Conseil d'Administration du 17/04/2019

A. ACTIVITE ET PERFORMANCE 3
A.1 Activité 3
A.2 Résultats de souscription 4
A.3 Résultats des investissements 6
A.4 Résultats des autres activités 6
A.5 Autres Informations 6
B. SYSTEME DE GOUVERNANCE 7
B.1 Informations générales sur le système de gouvernance 7
B.2 Exigences de compétences et d'honorabilité 12
B.3 Système de gestion des risques, y compris l'ORSA 13
B.4 Système de contrôle interne 18
B.5 Fonction d'audit interne 19
B.6 Fonction actuarielle 19
B.7 Sous-traitance 20
B.8 Autres Informations 20
C. PROFIL DE RISQUE 21
C.1 Risque de souscription 21
C.2 Risque de marché 23
C.3 Risque de crédit 24
C.4 Risque de liquidité 24
C.5 Risque opérationnel 24
D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE 25
D.1 Actifs 25
D.2 Provisions techniques 32
D.3 Autres passifs 35
D.4 Méthodes de valorisation alternatives 35
D.5 Autres Informations 36
E. GESTION DU CAPITAL 36
E.1 Fonds propres 36
E.2 SCR et MCR 37
E.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du SCR 39
E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé 39
E.5 Non-respect du MCR et non-respect du SCR 40
E.6 Autres Informations 40
F. ANNEXES 41

SYNTHESE

La CMAM est à ce jour parvenue à un rythme convenable de fonctionnement, même s'il peut toujours être perfectible, et les axes de réflexions se tournent aujourd'hui davantage vers une stabilisation des systèmes et procédures ainsi qu'à un encadrement plus automatisé et formalisé.

La CMAM poursuit le déploiement du projet de rationalisation d'échange de données informatisées (EDI) sur le périmètre de courtiers en délégation.

Après le choc subi par les cyclones IRMA et MARIA aux Antilles en 2017, la CMAM a revu de façon drastique la souscription de ses risques OUTREMER. La CMAM poursuit ses efforts sur l'amélioration de ses ratios techniques tout en maintenant ses frais généraux à un niveau modéré.

La réassurance qui sécurise l'entreprise reste un gage de pérennité de la CMAM. Celle-ci vient d'être renégociée pour 2 ans pour les années 2019 à 2020 afin de diminuer l'exposition aux risques et la volatilité du résultat comptable. Des aménagements ont été prévus afin de permettre à la CMAM de profiter davantage des fruits de son activité. Ils se traduisent par une exposition plus importante sur les dommages aux biens et suppression du stop-loss sur l'exercice 2019.

L'activité en 2018, basée uniquement en France est principalement caractérisée par :

- Un chiffre d'affaires de 33,9 M€ en hausse de près de 4% par rapport à 2017,
- Un résultat de souscription de -1 091 K€ en nette amélioration par rapport à 2017 (-2 609 k€) encore négatif du fait de la survenance de deux sinistres corporels lourds (par nature exceptionnels),
- Une baisse significative des fonds propres S2 liée à la baisse des marchés fin 2018.

La CMAM place le Conseil d'Administration au sommet de la gouvernance. Alain HAUET est le Président du Conseil d'Administration (depuis 2014), et Robert MARIADASSOU, Directeur général (depuis 2017), sont les dirigeants effectifs de la société d'assurances mutuelles.

Le système de gouvernance comprend un système de gestion des risques et de contrôle interne, organisé autour de quatre fonctions clés : Gestion des risques, Actuarielle, Audit interne et Conformité.
Ces fonctions clés accompagnent le Conseil d'administration dans sa mission d'orientation et de contrôle.
Les politiques S2 sont désormais écrites et la mise en œuvre des fonctions clés est effective.

La gestion du FVA et la mise en conformité aux réglementations liées au RGPD et à la DDA ont mobilisé le personnel de la CMAM tout au long de l'année 2018.

Le profil de risque de la CMAM s'intègre dans un dispositif global de maîtrise des risques en cohérence avec l'appétence fixée par l'AMSB.
Les principaux risques, tels que vus par Solvabilité 2, de la CMAM sont liés :

- aux risques de marché ;
- aux risque de souscription non vie.

Les actifs et des passifs de la CMAM ont été valorisés suivant les principes de la réglementation Solvabilité 2 à savoir à leur valeur économique. Les principales différences entre le bilan en normes comptables françaises et le bilan en normes Solvabilité 2 s'expliquent par les placements, les provisions techniques et les impôts différés.
La CMAM a fait le choix de ne pas avoir recours aux mesures transitoires.

Au cours de l'exercice 2018, la CMAM a respecté en permanence les exigences réglementaires en matière de couverture de son besoin global de solvabilité. Le taux de couverture du SCR est 132% à fin 2018 et le taux de

couverture du MCR est de 432%.

En K€	2018	
	MCR	SCR
Eléments éligibles	15 994	15 994
Exigence de solvabilité	3 700	12 080
Taux de couverture	432%	132%

En K€	2017	
	MCR	SCR
Eléments éligibles	17 747	17 747
Exigence de solvabilité	3 700	14 245
Taux de couverture	480%	125%

A. ACTIVITE ET PERFORMANCE

A.1 Activité

Description de l'organisme et de ses activités

La CMAM est une société d'assurance mutuelle à cotisations variables de droit français, régie par le Code des assurances et par ses statuts. Elle a été constituée en octobre 1977. Elle est immatriculée sous le N° SIREN 311 765 305. Elle est représentée par Monsieur Alain HAUET, en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

Son siège social est situé au 22, rue du Docteur NEVE, 55000 BAR LE DUC, en France.

Société non-vie (IARD), elle est agréée pour pratiquer les opérations d'assurances dans les catégories suivantes :

		Date d'agrément	Date d'activité
20	Contrats individuels de dommages corporels	03/1978	21/04/1978
22	Contrats automobiles – garantie de responsabilité civile	11/12/1987	11/12/1987
23	Contrats automobiles – Autres garanties	11/12/1987	11/12/1987
24	Contrats de dommages aux biens des particuliers	03/1978	21/04/1978
25	Contrats de dommages aux biens des professionnels	03/1978	28/06/1978
26	Contrats de dommages aux biens agricoles	03/1978	28/06/1978
27	Garanties de catastrophes naturelles	1982	13/07/1982
28	Contrats de responsabilité civile générale	03/1978	21/04/1978
29	Contrats de protection juridique	1990	26/06/1991
20	Santé	1999	01/09/1999

Figure 1 - Opérations d'assurances pratiquées

Son numéro d'agrément auprès de l'ACPR est le 04170403.

Elle exerce ses activités en France et ne pratique pas de contrats en libre prestation de service.

Elle distribue ses produits par le biais :

- d'un réseau d'agences salariées,
- d'un réseau de courtiers individuels,
- d'un réseau de courtiers à gestion déléguée.

Autorité de supervision

La CMAM est contrôlée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution ACPR, 61 rue Taitbout 75439 Paris Cedex 09.

Commissaires aux comptes

Les comptes de l'entreprise sont certifiés par un commissaire aux comptes :

M Pierre GIULIANA, Cabinet SOLOGEST

A.2 Résultats de souscription

Le résultat de souscription pour l'exercice 2018 de la CMAM est de – 1 091k€ à comparer avec celui de 2017 de – 2 609k€. La charge de sinistres brut de réassurance en 2018 est en baisse par rapport à 2017, qui était un exercice particulier avec la survenance d'importantes tempêtes aux Antilles (IRMA & MARIA).

			Variation	
En Milliers d'Euros	2 018	2 017	En K€	En %
Primes émises	33 744	32 753	991	3%
Primes acquises	33 919	32 524	1 395	4%
Charge de sinistres	-29 005	-52 274	23 269	-45%
Variation des autres provisions techniques	729	1 147	-417	-36%
Dépenses (*)	-8 177	-8 412	236	-3%
Autres dépenses	371	340	32	9%
Résultat souscription Brute	**-2 162**	**-26 676**	**24 514**	**-92%**
Résultat souscription Cédée	**1 071**	**24 066**	**-22 996**	**-96%**
Résultat de souscription	**-1 091**	**-2 609**	**1 518**	**-58%**

(*) Hors commission de réassurance

Le tableau ci-dessous détaille le résultat de souscription de la CMAM de 2018 par ligne d'activité :

En Milliers d'Euros	Assurance des frais médicaux	Assurance de responsabilité civile automobile	Assurance des véhicules à moteur	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de protection juridique	Total
Primes émises	222	9 140	7 526	14 461	1 894	499	33 744
Primes acquises	224	9 240	7 544	14 514	1 896	501	33 919
Charge de sinistres	34	-11 693	-6 837	-9 849	-633	-26	-29 005
Variation des autres provisions techniques	0	0	73	656	0	0	729
Dépenses (*)	-55	-2 156	-1 816	-3 582	-453	-116	-8 177
	0	0	0	0	0	0	
Résultat souscription Brute	**203**	**-4 609**	**-1 036**	**1 740**	**810**	**359**	**-2 533**
	0	0	0	0	0	0	
Résultat souscription Cédée	**-49**	**4 781**	**-966**	**-2 063**	**-553**	**-79**	**1 071**
	0	0	0	0	0	0	
Résultat de souscription	**154**	**172**	**-2 002**	**-323**	**256**	**280**	**-1 463**
Autres dépenses							371
Résultat de souscription							**-1 091**

(*) Hors commission de réassurance

A.3 Résultats des investissements

Le rendement comptable de l'actif pour 2018 ressort à 2,80 % net de frais et les plus-values latentes ont diminuées de 2 684 K€. Cette baisse importante s'explique par les marchés en baisse sur la fin d'année 2018.

Objet	31-déc-18	31-déc-17	Ecarts
Revenus des immeubles	141	136	5
Revenus forestiers	51	110	-59
Revenus des obligations	812	1 036	-224
Intérêts bancaires	90	19	71
Intérêts sur dépôt cédante	0	0	0
Profit/Perte sur valeurs mobilières	234	917	-683
Reprises sur provisions financières	50	0	50
Amortissement du portefeuille	1	70	-69
Intérêts sur dépôts espèces	-5	-8	3
Frais externes sur immeubles	-69	-57	-12
Frais sur titres	-94	-166	72
Dotation amortissements des immeubles	-33	-34	1
Reprise provision pour dépréciation	-53	1 077	-1 130
Produits financiers nets	1 125	3 100	-1 975

Le rendement comptable de l'actif pour 2018 ressort à 2,88 % net de frais.

A.4 Résultats des autres activités

La mutuelle ne dispose pas d'autres activités hors celles indiquées dans les paragraphes précédents.

A.5 Autres Informations

La mutuelle n'a pas d'autres informations à communiquer.

B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1 Informations générales sur le système de gouvernance

Le conseil d'administration

Composition du conseil d'administration

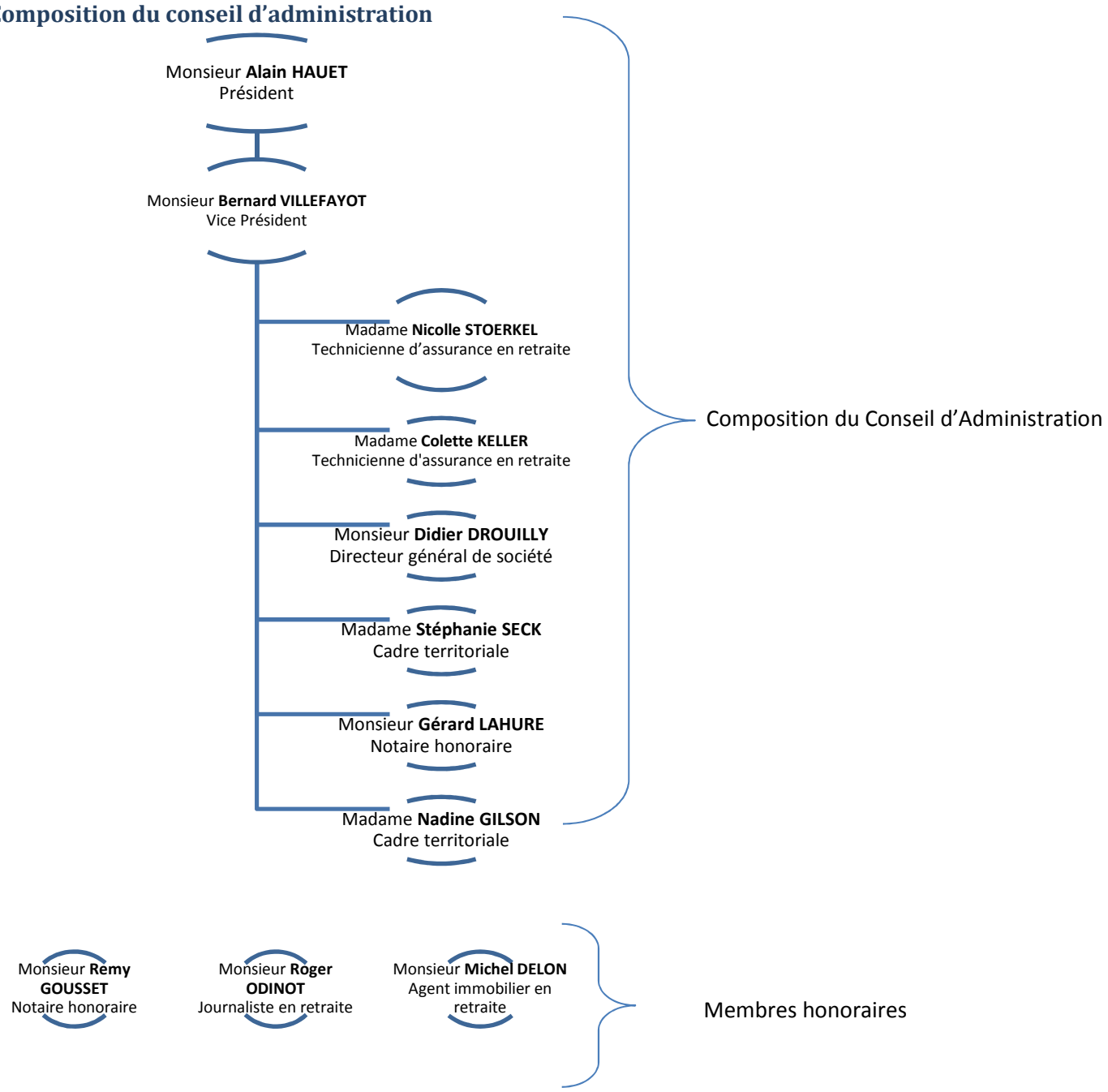
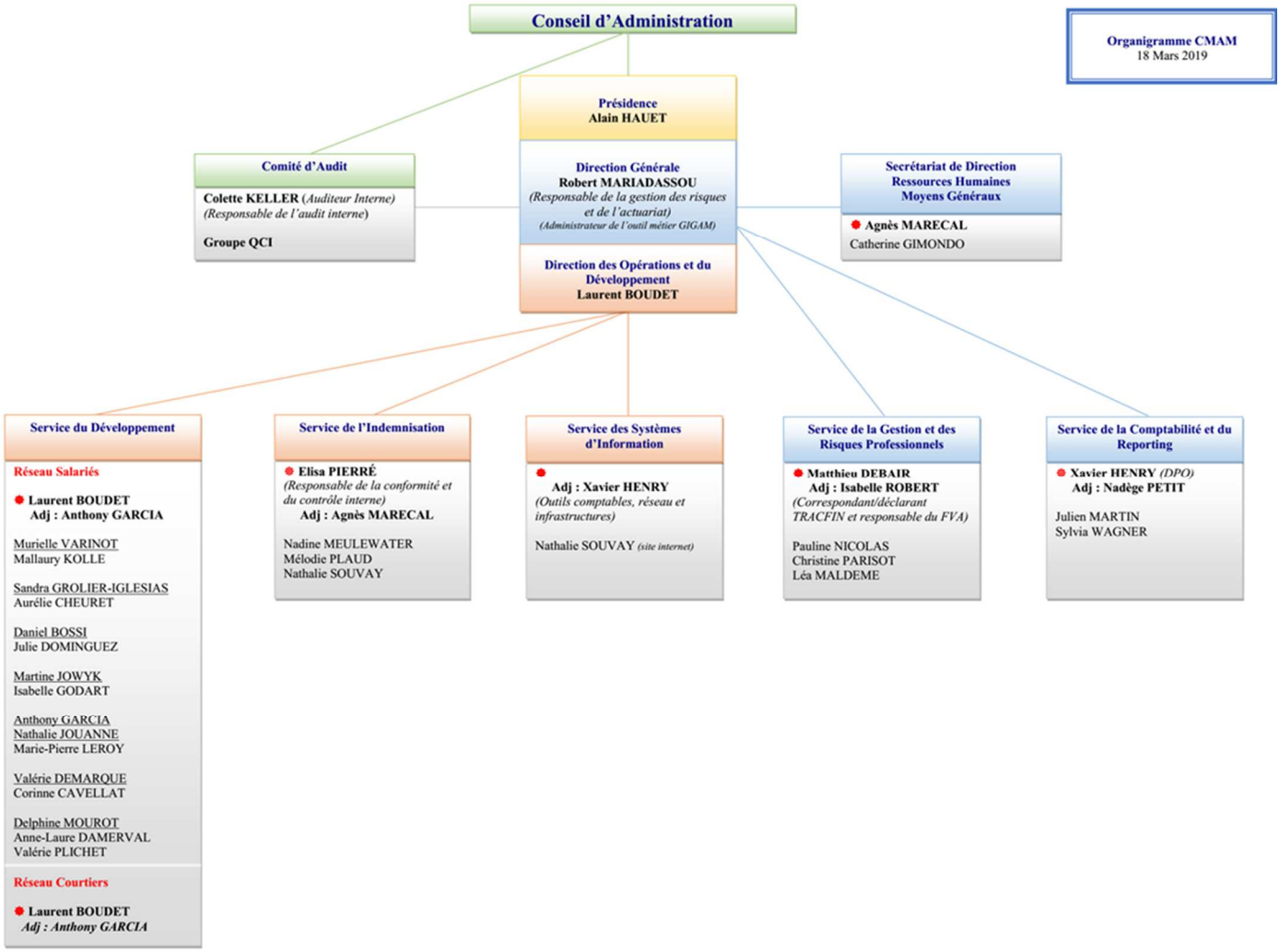


Figure 1 - Organigramme de la CMAM



En parallèle de cette organisation et afin d'intéresser au maximum les personnels aux sujets les plus divers, plusieurs groupes participatifs fonctionnent tout au long de l'année. Sont actuellement recensés :

- Un groupe Actions commerciales et produits ;
- Un groupe Projets CMAM ;
- Un groupe Communication interne et externe ;
- Un groupe Qualité et contrôle interne.

Les travaux élaborés par ces diverses entités sont soumis pour approbation à la Direction Générale de l'entreprise.

Gestion des conflits d'intérêts

Aucun des Administrateurs ne détient un autre mandat qui soit incompatible avec sa fonction au sein de la CMAM, un contrôle régulier est effectué sur ce point.

Deux procédures, validées par le Conseil d'Administration, explicitent les moyens pour prévenir les conflits d'intérêts potentiels liés au cumul de fonctions clés avec des fonctions opérationnelles (Directeur Général, Chef du Service Indemnisation). Ces cumuls sont nécessaires au regard de la taille de la CMAM.

Fonction

La charte du Conseil fixe les droits, les responsabilités et les obligations de chaque Administrateur, son implication personnelle, ses missions et également les notions de cumuls de mandat, de devoir d'expression, de formation, de confidentialité et de droit à l'information.

Il existe un règlement intérieur au Conseil d'Administration et les Administrateurs disposent du droit de se faire communiquer, à tout moment, toute information ou tout document nécessaire à l'accomplissement de leur mission, sur simple demande à la Direction. Le Président vérifie régulièrement que les Administrateurs peuvent obtenir toute information sollicitée.

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de la société et veille à la mise en œuvre des moyens. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Et en particulier, le Conseil d'Administration a comme principe de se réunir deux fois en début d'exercice, pour l'examen des comptes N-1, en présence du Commissaire aux Comptes, une première fois pour une approche en février, et pour arrêter définitivement les comptes en avril ou en mai et préparer l'Assemblée Générale.

Les autres réunions sont consacrées notamment à l'examen de la situation de la société, à la fixation des tarifs, au suivi de la production, de la réassurance et des finances, à l'observation des sinistres et à la participation en matière stratégique pour l'organisation générale de l'entreprise, y compris la gestion du Personnel et les sujets de croissance externe.

Dans le cadre de ses échanges, le Conseil d'Administration analyse notamment les évolutions des engagements hors bilan, ainsi que les risques significatifs auxquels pourrait être exposée la CMAM : conjoncture, risques opérationnels, contrepartie, gestion des opérations de croissance, procédure judiciaire, engagements financiers particulier, etc. Il est précisé que le Conseil d'Administration traite au moins une fois les sujets suivant dans chaque exercice :

- La validation des comptes annuels,
- L'élaboration de la stratégie et sa validation
- Le portefeuille financier
- Les majorations de cotisations
- Le suivi et la validation du programme de réassurance
- Un point d'actualité sur les textes législatifs et réglementaires
- La validation du rapport ORSA, des rapports narratifs, RSR et SFCR,
- La validation des politiques,
- L'examen du rapport actuariel,
- L'examen du plan et du rapport d'audit, et suivi de la mise en œuvre du plan et des recommandations,
- La validation du plan d'audit,
- La validation du plan de conformité,
- La validation du plan de formation des administrateurs

En 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois.

Comités et commissions

Depuis le 29 avril 2009, conformément à l'ordonnance du 8 décembre 2008, la CMAM s'est dotée d'un Comité d'Audit constitué de quatre membres et présidé par Rémy GOUSSET. Il est chargé d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, du contrôle légal des comptes annuels, de l'indépendance des commissaires aux comptes. Les missions du comité sont les suivantes :

- Validation des comptes et du processus de communication financière (y compris SFCR)
- Le suivi du contrôle interne
- Le suivi du dispositif de maîtrise des risques
- Le rapport régulier au superviseur (RSR)
- Le rapport sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (EIRS ou ORSA)
- Le plan d'audit
- Le rapport d'audit
- Le rapport actuariel
- Les politiques

En dehors de ce dernier, à ce jour aucun comité spécialisé n'a été mis en place.

Pouvoirs délégués

Le Président

Il intervient, dans le cadre d'un contrat de travail, signé en 2014 en assistance au Directeur Général. Ce contrat s'est poursuivi en 2017 avec l'arrivée du nouveau Directeur Général.

Le Président du Conseil d'Administration préside le Conseil d'Administration et à ce titre :

- organise et dirige les travaux du Conseil dont il rend compte à l'Assemblée Générale,
- veille au bon fonctionnement des instances de la Mutuelle.
- représente la Mutuelle en justice et dans tous les actes de la vie civile, sous réserve des délégations consenties au Directeur Général.
- propose au Conseil d'Administration qui en décide, la nomination du Directeur Général,
- en sa qualité de dirigeant effectif, élabore la stratégie de développement de la Mutuelle et conduit les actions qui en découlent.

Le Président assume en outre des missions permanentes notamment en ce qui concerne la gestion des sinistres et de l'audit interne.

Le Directeur Général

Le Directeur Général :

- est nommé, pour une durée indéterminée (article R 322-53.2 du Code des Assurances), par le Conseil d'Administration qui fixe sa rémunération.
- rend compte à cette instance qui peut le révoquer ad nutum, sous réserve des obligations liées à son contrat de travail.
- en sa qualité de dirigeant effectif, élabore la stratégie de développement de la Mutuelle et conduit les actions

qui en découlent.
- dirige les services de la Mutuelle.
- participe aux travaux du CA en tant que membre de l'OAGC (**organe d'administration, de gestion ou de contrôle)**

Le Directeur Général est en charge de coordonner les actions menées pour le fonctionnement général de la société. Il dirige le traitement des opérations menées par les services de la mutuelle et procède à leur contrôle, avec le concours de l'audit interne et du Commissaire aux Comptes.

Dans le cadre de ses attributions opérationnelles, il peut déléguer sa signature. Il rapporte au Conseil d'Administration et aux différentes instances de contrôle.

Le Conseil d'Administration de la CMAM a délégué tous pouvoirs au Directeur Général à l'exception du programme de réassurance qui est soumis à avis préalable du conseil d'administration avant validation définitive.

Cependant, concernant le suivi technique du portefeuille, le Directeur Général est habilité à appliquer des majorations en cas de sinistralité importante sur des segments et décider de résiliations, mais les majorations collectives sont du ressort du Conseil d'Administration.

Assemblée générale des sociétaires

Il s'agit d'un collectif représentant l'universalité des sociétaires qui se réunit au moins une fois par an pour suivre l'évolution de la mutuelle, nommer les Administrateurs et valider les comptes.

Constitution et sessions

Dernière assemblée générale

Sur convocation du Conseil d'Administration, une Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue à la date du 20 juin 2018, (convocation personnelle des délégués par courrier du 31 mai 2018 et annonce légale dans le journal l'Est Républicain du 4 juin 2018) avec l'ordre du jour suivant :

- rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2017 et validation des actions attachées à la réforme Solvabilité II,
- approbation des orientations de développement
- rapport des commissaires aux comptes
- rapport spécial du commissaire aux comptes
- approbation des comptes de l'exercice 2017
- affectation des résultats
- quitus à donner aux Administrateurs et décharge aux commissaires aux comptes
- affaires diverses

La réunion était présidée par le Président du Conseil d'Administration, en présence de 7 administrateurs et de 3 administrateurs honoraires, du Commissaire aux comptes et du Directeur Général.

Lors de cette Assemblée, 35 délégués présents ou représentés ont reçu les informations adaptées permettant d'apprécier l'évolution de la société et de prendre les décisions en connaissance de cause.

Le quorum étant atteint, 8 délibérations ont été validées, à l'unanimité, selon consignation dans un registre spécial, coté et paraphé par le greffe du Tribunal d'Instance, signé par le Président, les scrutateurs et le secrétaire nommés en début de séance.

L'Assemblée Générale a été suivie d'une réunion de Conseil d'Administration.

Les grandes lignes des comptes, de l'activité et des résultats ont été insérées sur le site internet de la CMAM.

Politique de rémunération

La fonction d'Administrateur est bénévole, toutefois la CMAM prend en charge les frais de déplacements et un forfait modique pour l'indemnisation du temps passé, dont le coût global est déterminé par résolution en Assemblée Générale. En 2018, 7.684 € ont été versés globalement à l'ensemble du Conseil.

A l'exception des délégués commerciaux, le personnel ne perçoit pas de rémunération variable fondée sur un quelconque objectif, ce qui favorise une gestion saine et efficace du risque et n'encourage pas les prises de risque excessives.

Les délégués commerciaux sont rémunérés pour partie par une somme fixe appelée part gestion, et pour autre partie par un commissionnement récurrent appliqué sur la valeur hors taxes du portefeuille qui leur est confié, il n'existe pas de taux différencié entre les anciens et nouveaux produits qui tendrait à implicitement faire migrer les sociétaires sur des contrats mieux rémunérés.

B.2 Exigences de compétences et d'honorabilité

Compétences et honorabilité

Administrateurs

Afin de s'assurer de l'honorabilité des membres du conseil d'administration, la mutuelle organise périodiquement une revue des mandats exercés par ailleurs et leur compatibilité avec le mandat d'administrateur de la CMAM ainsi que la vérification de l'extrait de casier judiciaire au gout du jour.

En ce qui concerne la compétence, elle est réputée acquise collectivement par l'ensemble des administrateurs en cours de mandat compte tenu de leur ancienneté et de leur expérience.

En ce qui concerne la réforme SOLVABILITE 2, une formation d'administrateur en cours de mandat a été élaborée par la ROAM en coordination avec notre autorité de tutelle. Cette formation a permis d'aborder les grands principes qui leur échoient désormais.

En 2018, 2 formations ont été organisées. Elles avaient les thèmes suivants :

- Le système de gestion des risques (Formation ROAM, journée du 26/10/2018) : 2 administrateurs en ont bénéficié,
- Formation S2 (Formation assurée pour l'Audit Interne par le Cabinet Actuelia, journées des 25 et 26/10/2018).

Ce programme a été établi de concert avec les services de l'ACPR et de la ROAM pour accroitre la notion de compétence dans l'organe de gouvernance.

Ce programme a été établi pour accroitre la notion de compétence dans l'organe de gouvernance.

Dirigeants

La compétence des dirigeants effectifs et des responsables de fonction clés s'apprécie de manière individuelle à partir des :

- Formations et diplômes
- Expérience professionnelle
- Les formations et conférences suivis dans le cadre de leur activité

La mutuelle s'assure que les éléments de suivi sont formalisés dans un dossier individuel qui contient par ailleurs l'ensemble des éléments transmis à l'Autorité de contrôle et de résolution lors la procédure de nomination ou de renouvellement, à savoir :

- Une copie ou une version scannée d'une pièce d'identité en cours de validité,
- Le bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois,
- Le CV daté et signé par la personne nominée, indiquant notamment de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées. Pour les dirigeants effectifs les résultats obtenus en termes de développement de l'activité et de rentabilité,
- Une copie certifiée conforme du document de nomination de dirigeants effectifs,
- La déclaration de non condamnation conformément au code des assurances.

Le contrôle des exigences de compétence pour les dirigeants effectifs et les responsables de fonction clé est assuré par le comité d'audit.

Principe des 4 yeux

S'agissant de 2 personnes permettant la validation des prises de décision importante, le Conseil d'Administration a désigné le Directeur Général et le Président du Conseil d'administration comme Dirigeants Effectifs. En 2017, avec l'arrivée du nouveau Directeur Général, seul le dossier de Dirigeant Effectif lié au Directeur Général a été mis à jour et validé par l'ACPR.

Fonctions clefs

Les fonctions clefs sont actuellement portées par le Directeur Général (actuariat et gestion des risques), la Chef du Service Indemnisation (Conformité) et Colette KELLER (Administrateur et vice-présidente du Comité d'Audit). Ce schéma a évolué en 2017 et a été approuvé par l'ACPR.

B.3 Système de gestion des risques, y compris l'ORSA

Le système de gestion des risques est intégré à l'organisation et au processus décisionnel avec :

- Une implication forte de la Direction Effective.
- Un dispositif de suivi impliquant les équipes concernées et la Direction Générale
- A la mise en œuvre de l'ORSA annuellement pour vérifier le respect prospectif des contraintes de tolérance et d'appétence au risque de la mutuelle, et en tant que de besoin pour les décisions stratégiques.

Les risques importants auxquels est exposée la mutuelle sont les suivants :

- Des risques d'assurance, essentiellement un risque de tarification et de dérive de la sinistralité, ainsi qu'un risque de perte de substance,
- Des risques financiers : de par la composition de son portefeuille d'actif, la mutuelle porte essentiellement un risque de baisse de valeur lié à une éventuellement hausse des taux ou élargissement des spread de crédit sur les produits obligataires, un risque action et risque lié à son parc immobilier et ses forêts,
- Un risque de défaut de contrepartie lié aux contreparties de réassurance,
- Des risques opérationnels.

Le dispositif de revue des risques repose sur les différents éléments de suivi mis en place par la mutuelle décrits ci-après, sur l'évaluation des besoins en capital évalués selon la formule standard, sur les travaux ORSA, et d'un point de vue processus les méthodes de cartographie des risques.

Pilotage du risque

Le pilotage opérationnel du dispositif est assuré par la Direction Générale qui s'appuie sur des réunions et des indicateurs qui lui sont présentés

1- **Suivi des risques assurantiels**

Portefeuille en gestion directe

Le suivi technique du portefeuille géré en direct par la mutuelle est assuré par la Direction Générale au travers des réunions mensuelles composées

- Du Directeur Général,
- Du Responsable du Développement,
- De l'ensemble des commerciaux

Lors de ces réunions la sinistralité brute et nette est examinée y compris en intégrant les frais. Le cas échéant des résiliations peuvent être décidées en coordination avec le Service Indemnisation.

Portefeuille en gestion déléguée

Concernant le portefeuille en délégation, le suivi des courtiers est réalisé à l'occasion des Conseils d'Administration trimestriels. La mutuelle reçoit (avec 2 mois de décalage) un reporting comptable.

Une fois par an une visite est effectuée à l'issue de laquelle un rapport de visite portant sur la production et les sinistres est produit. Comme est évoqué plus haut, le Directeur Général peut décider de majorations.

Projet d'échanges des données informatisées (EDI)

La mutuelle a initié une démarche en vue de réduire le nombre de courtiers et en parallèle de cela un projet de rationalisation des échanges de données informatisés (EDI) a été initié depuis 2015. Ce projet a pour objectif de sécuriser, automatiser et rationnaliser le reporting, et permettre d'accroître les contrôles.

Le projet est en cours de mise œuvre. La première phase de déploiement initiée en 2015 concerne les courtiers grossistes. Un courtier est entré en production en 2017 et au moins un autre devrait être intégré à partir de 2019.

Suivi de la réassurance

La réassurance est dans le périmètre décisionnel du Conseil d'Administration. Elle est gérée avec l'aide d'un courtier conseil en réassurance historique.

La CMAM a recours à un plan de réassurance lui permettant de :

- dégager un résultat suffisant pour assurer son fonctionnement et un niveau de fonds propres en rapport à son activité et ses risques ;
- tout en ne supportant que des pertes compatibles avec sa capacité et les limites qu'elle s'est fixée.

Après élaboration des traités annuels et validation par le Conseil d'administration, les flux financiers passent par notre courtier conseil en réassurance par principalement 3 actions majeurs :

- L'élaboration des comptes de réassurance de fin d'année ;
- L'appel de la part des réassureurs de la PMD (prime minimale due) ;
- Le cas échéant l'appel de notre part au comptant en cas de traité touché de manière significative afin de ne pas impacter soit notre trésorerie, soit nos actifs. La mutuelle a fait évoluer son plan de réassurance en s'appuyant sur les travaux ORSA 2016 afin d'en estimer les impacts. Ces travaux ont été formalisés dans le rapport ORSA.

Un nouveau plan de réassurance pour les deux prochaines années a été mis en place fin 2018. Il aura pour objectif de permettre à la CMAM de dégager un résultat plus important que les années précédentes pour pouvoir doter ses fonds propres de façon plus significative.

Pilotage budgétaire

Le suivi des frais est assuré par le Directeur Général.

Inscrit dans un budget annuel instauré de manière non formelle, la volonté du Conseil d'Administration au travers de sa Direction Générale a été de diminuer ce poste au mieux permettant bien entendu le fonctionnement de la structure mais avec une vision à terme nécessaire d'investissements et de dépenses obligatoires pour répondre plus efficacement au fonctionnement de Solvabilité II.

En 2019 est prévu l'instauration d'un budget formalisé afin de suivre plus efficacement les principaux postes de dépenses.

2- Suivi des risques financiers

Le suivi du portefeuille financier est assuré désormais depuis mi-2017 par le nouveau Directeur Général avec l'aide du Chef du service Comptable. Une réunion mensuelle est organisée à minima pour discuter des opportunités d'investissements. Le Directeur Général peut décider de réaliser ou d'acquérir des placements en dehors de ces réunions, suivant l'opportunité des marchés ou sur proposition des banques conseils avec lesquelles la CMAM a l'habitude de travailler, notamment sur les produits structurés.

L'allocation stratégique est validée par le Conseil d'Administration au travers de la politique S2 validée fin 2018.

Les actifs non routiniers font l'objet d'une étude afin de définir les risques, les objectifs de rendements et déterminer la capacité de la mutuelle à gérer la nouvelle classe d'actifs. Ils font ensuite l'objet d'une validation par le Conseil d'Administration.

Le portefeuille de la mutuelle est composée de :

- Titres obligataires
- Titres actions
- De fonds ouverts
- De titres structurés
- D'une part d'immobilier composée de forêts, immeubles et dans une part plus marginale de parts de SCPI (société civile placement immobilier)

La CMAM est conseillée par des organismes financiers avec lesquels elle travaille habituellement. Les mandats de gestion sont délivrés dans la ligne de ce que le conseil a défini pour sa part en gestion directe pour laquelle la part

actions, sur décision du conseil d'administration fait l'objet d'une imitation en pourcentage (hormis sur une période temporaire pour prendre en compte les effets d'une valorisation haussière soudaine en valeur de marché).

La CMAM s'entoure principalement des conseils de deux gestionnaires d'actifs :

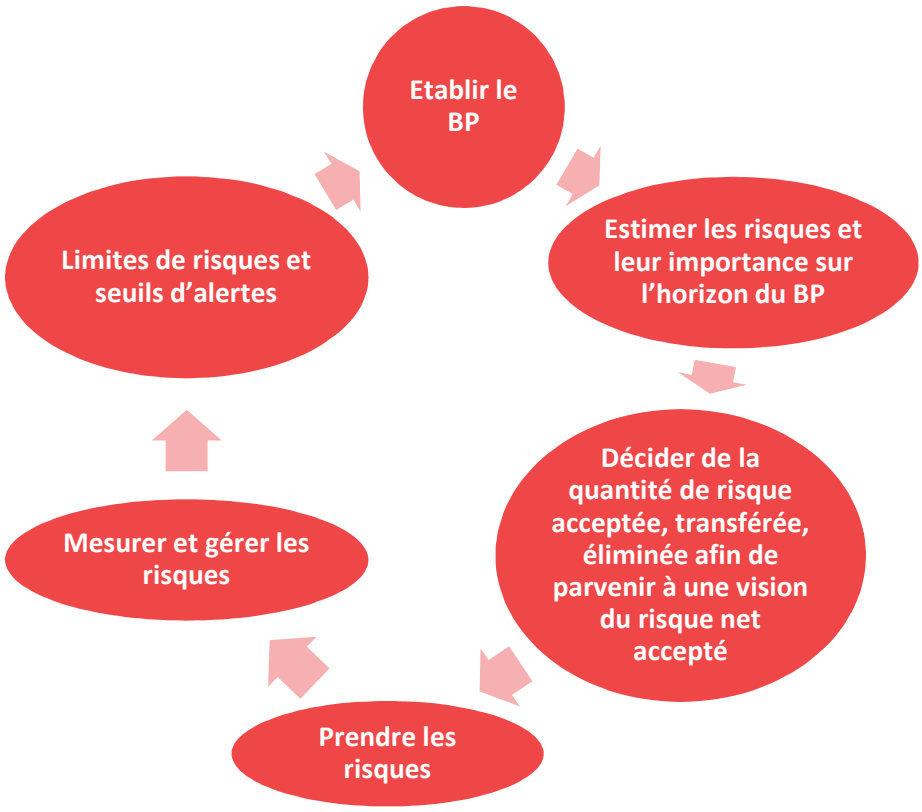
- Société Générale : gestion obligataire, action, d'OPC ouverts, titres structurés,
- Le CIC : gestion obligataire, action, d'OPC.

Des sociétés de gestion adressent trimestriellement des reportings à la mutuelle (ils peuvent être sollicités par le Directeur Général plus fréquemment si celui-ci en ressent le besoin) et sont reçues au moins une fois par an pour une présentation de suivi.

Depuis fin 2018, a été choisi un nouveau partenaire (FINAVEO/Natixis) afin de suivre l'ensemble des produits structurés de la CMAM même si les 2 banquiers historiques peuvent également être interrogés.

Enfin, après un appel d'offres, la CMAM a choisi un outil de marché développé par SEQUANTIS afin d'assurer le suivi régulier de l'ensemble de ses placements, le calcul du SCR de marché et la production des QRT financiers. Cet outil est opérationnel depuis le début de l'année 2019.

Processus ORSA



Les acteurs de l'ORSA sont :

- Le Conseil d'Administration qui valide le plan stratégique et les scénarios de stress, les décisions de gestion modélisées, les résultats ainsi que les rapports.
- Le Directeur Général, qui est également fonction clé gestion des risques et actuariat, conduit les travaux avec l'aide du Responsable comptable qui participe opérationnellement aux travaux.

Le processus ORSA de la CMAM prend forme avec la création d'un business plan (BP) sur 3 ans. Les projections sont formalisées à partir d'hypothèses sur :

- Les primes par ligne d'activité
- La sinistralité par ligne d'activité
- Un scénario économique et financier central
- 5 scénarios de stress

Les risques sont identifiés en fonction des impacts obtenus sur les indicateurs suivants en scénarios central et en scénario de stress :

- Adéquation de la formule standard
- Le résultat technique
- Le résultat financier
- Le résultat comptable
- Les plus et moins-values latentes des actifs

- Le taux de couverture des exigences réglementaires de fonds propres
- Le montant de fonds propres
- Le profil de risque est élaboré par la fonction clé gestion des risques et validé par le Conseil d'Administration

Les risques non pris en compte dans la formule standard sont traités dans le besoin global de solvabilité.

B.4 Système de contrôle interne

Définition et objectifs du Contrôle Interne

Le Contrôle Interne est un ensemble de processus, organisés, formalisés et permanents, choisis et mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants et le personnel afin de maîtriser le fonctionnement de leurs activités.

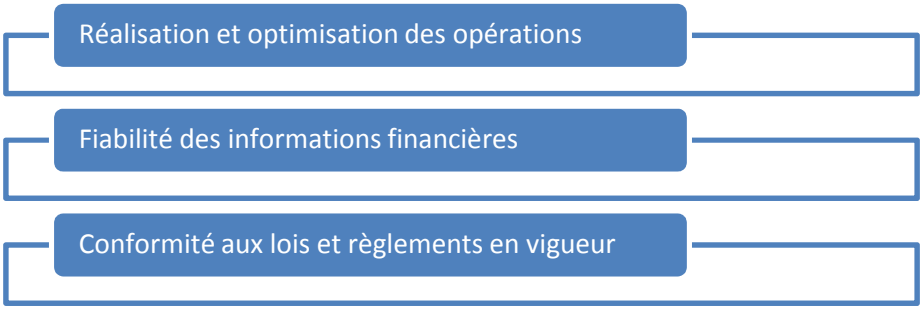


Figure 2 - Objectifs de contrôle interne de la CMAM

Au-delà des obligations réglementaires, le Contrôle Interne doit être envisagé comme un levier majeur dans l'amélioration des performances de l'entreprise.

L'essentiel consiste à adapter les objectifs du système de Contrôle Interne à la politique globale de l'organisme, et ceci dans le cadre des lois/règlementations en vigueur.

Dans tous les cas, le Contrôle Interne doit garantir la maîtrise des processus de l'entreprise et la connaissance des situations de risques possibles.

Enjeux et facteurs clés du Contrôle Interne

Dispositif de contrôle interne

L'enjeu prioritaire du système de Contrôle Interne reste l'atteinte de l'ensemble des objectifs précédemment définis. Dans ce cas, l'optique de travail demeure la pertinence du système de Contrôle Interne. Pour cela, la mise en place du dispositif doit être constituée de plusieurs étapes fondamentales :

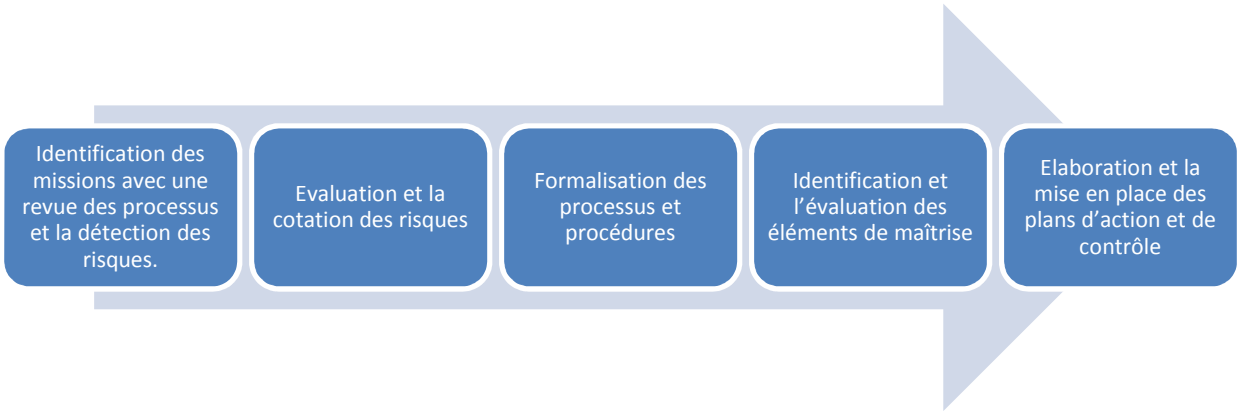


Figure 3 - Dispositif de contrôle interne mis en place pour la réalisation des objectifs

Une seconde partie porte sur l'efficacité et l'efficience du système. Ainsi, d'autres étapes importantes apparaissent :

- L'identification et l'étude d'axes d'amélioration
- Le suivi des plans d'action et de contrôle
- La réalisation d'audit interne

Situation du dispositif

Une cartographie des risques a été mise en place en 2018 au sein de chaque service (y compris Direction). Ces cartographies ont ensuite été agrégées afin d'aboutir à la Cartographie des Risques de la CMAM.

La mise en place du contrôle interne continue avec le recensement des procédures métiers et l'identification des risques afférents, les points de contrôle imaginés pour la maitrise des risques se matérialisent par une cartographie de risques.

Par ailleurs, la mutuelle met en œuvre des projets notamment informatiques qui ont pour objectif d'accroitre la qualité des données, la traçabilité et les contrôles.

Ressources allouées au dispositif

Le contrôle interne repose sur les équipes qui par ailleurs ont été très mobilisées ces dernières années sur la mise en place des différents chantiers de la mise en place de solvabilité 2 et notamment l'ORSA, le Pilier 1 et les reportings quantitatifs et qualitatifs.

Les réflexions sont en cours sur l'amélioration du dispositif de contrôle interne de la mutuelle.

B.5 Fonction d'audit interne

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2008-1278 du 8 décembre 2008 la mutuelle a mis en place un comité d'audit. Ce dispositif a été complété par la nomination en 2017 de la vice-présidente du Comité d'audit comme titulaire de la fonction clé audit interne. Ses missions sont les suivantes :

- Elaboration du plan d'audit à valider par le conseil d'administration
- Mise œuvre du plan d'audit ;
- Présentation des conclusions des missions réalisées et des recommandations associées.
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations émises.

Il a été décidé d'externaliser les missions d'audit internet, compte tenu de la taille de la mutuelle et de ses effectifs.

Ce schéma est désormais stabilisé et ne devrait pas évoluer.

B.6 Fonction actuarielle

Conformément à la directive, la mutuelle a nommé un responsable de la fonction clé actuariat. Ses missions consistent à :

- S'assurer de l'adéquation des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques.
- S'assurer de la suffisance de la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques et en évalue les limites.
- Donner son avis sur la suffisance des provisions techniques
- Emettre un avis sur la politique globale de souscription.

La fonction actuarielle rédige annuellement un rapport dans lequel elle rend compte de ses travaux au conseil d'administration.

La fonction actuarielle contribue également au système de gestion des risques de la mutuelle. Ces deux fonctions sont actuellement portées par le Directeur Général.

B.7 Sous-traitance

La mutuelle sous-traite une partie de ses activités. Cette sous-traitance concerne les activités critiques suivantes :

- Activité d'investissement et de gestion du portefeuille d'actif
- La souscription et la gestion des contrats

La mutuelle délègue ses activités car elle ne dispose pas en interne des ressources et des compétences suffisantes. Néanmoins elle a mis en place depuis de nombreuses années un suivi lui permettant de piloter ces activités et les risques liés à cette délégation.

B.8 Autres Informations

C. PROFIL DE RISQUE

C.1 Risque de souscription

Les principaux risques auxquels la mutuelle est exposée sont le:

- Le risque de tarification
- Le risque de survenance d'un sinistre de montant très important qui pèserait sur le résultat et la liquidité de mutuelle
- Le risque de provisionnement

Afin de classer d'évaluer et de rendre compte du poids relatif des risques, la mutuelle utilise la formule standard.

Les branches principales sont la responsabilité automobile, les autres assurances de véhicules terrestres à moteur et le dommage aux biens. L'ensemble de ces branches représentent près de 90% de l'activité de la CMAM.

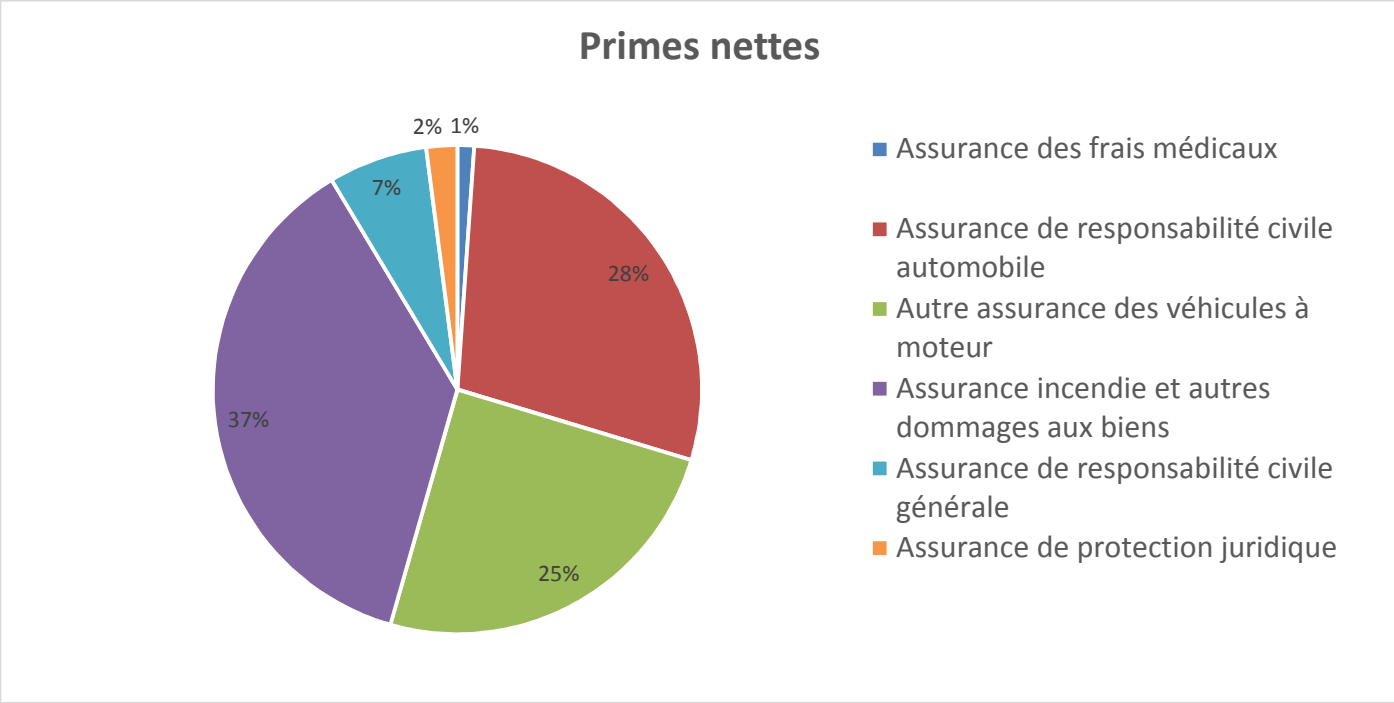


Figure 4 - Tableau des primes nettes de réassurance

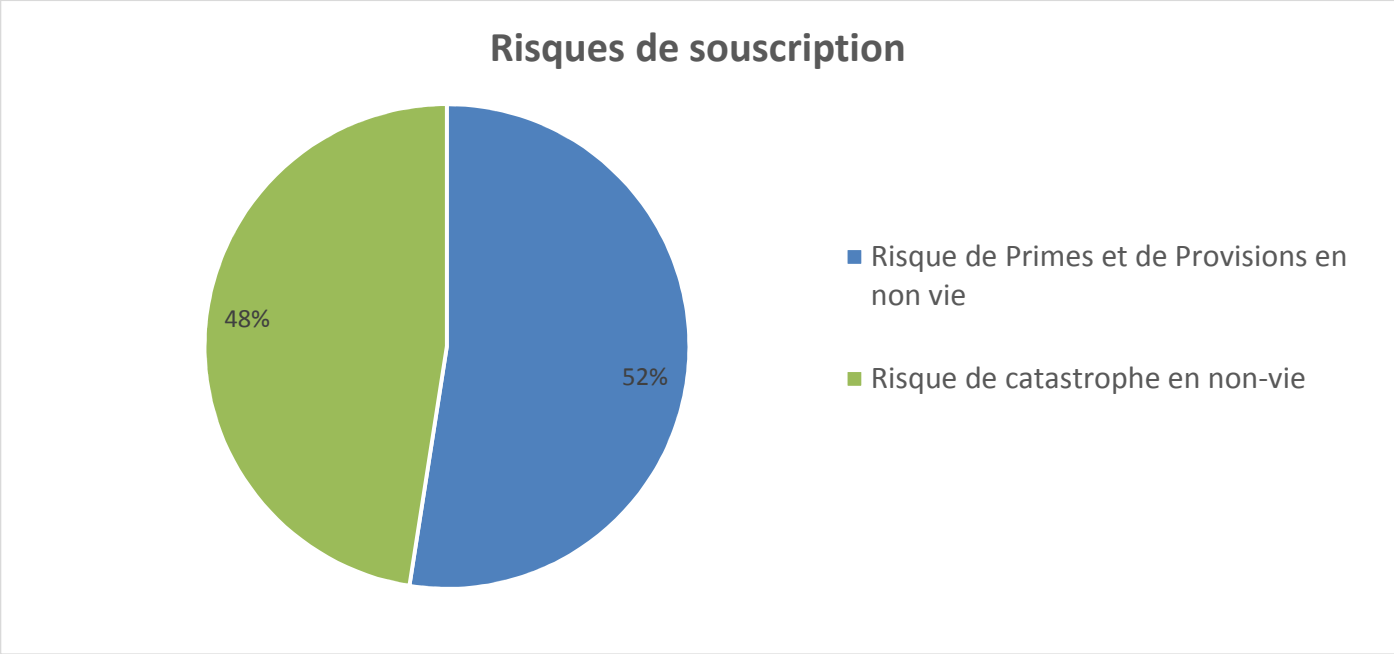


Figure 5 - Tableau des risques de souscription non vie

Avant la prise en compte de la réassurance, l'importance du risque catastrophe doit être souligné. Il s'agit du risque tempête et du risque incendie (conflagration).

Le risque du portefeuille de contrats de la CMAM se différencie d'un portefeuille moyen par les caractéristiques suivantes :

- Une concentration originelle régionale du fait de l'histoire de l'entreprise, toutefois depuis 1999 et la souscription au travers de courtiers nationaux, un effet de diversification géographique s'est instauré et a minoré cette caractéristique.
- Cette concentration résiduelle présente le risque d'un sinistre d'amplitude CAT affectant la région d'exposition précitée, cependant l'entreprise dispose de traités de réassurance en conséquence. Des études sont régulièrement menées pour en vérifier la pertinence.
- L'assurance de bâtiments publics comme mairie et édifices religieux, pouvant entrainer des montants de sinistres plus importants qu'en assurance individuelle.

Le risque majeur identifié est le reste à charge principal qui se matérialiserait par des sinistres d'amplitude forte dans le domaine des événements naturels. Si le montant maximum parait suffisant au regard des scénarios imaginés (le montant maximum couvert est de 1,5 fois le scénario au pire), la reconstitution de la garantie pèse toutefois sur les budgets.

Eléments de maîtrise

D'une façon générale, outre le programme de réassurance, la maîtrise du risque technique sur l'activité d'assurance peut être obtenue également par l'évolution des tarifs, laquelle est validée par le Conseil d'administration. Toute dérive des équilibres techniques et financiers de CMAM est ainsi portée à la connaissance du conseil d'administration lors de ses cessions trimestrielles.

La réassurance est bien entendu également un levier majeur pour une entreprise de la taille de la CMAM, aussi une attention particulière y est apportée et les réassureurs de l'entreprise sont dans les grands du marché et non exotiques, leur notation est de A à minima et leur représentation dans les provisions cédées se font majoritairement en valeurs nanties.

Les mesures de maitrise qu'applique la CMAM sont les suivantes :

- Majoration segmentée des courtiers à gestion déléguée ;
- Modification dans le temps les comportements de vente au travers du réseau de courtiers directs avec des contrats comportant des franchises évitant ainsi la dégradation des cotisations par des sinistres de faible amplitude.
- Surveillance du portefeuille et en pratiquant des majorations ciblées, voire des résiliations à échéance sur des risques déséquilibrés.
- Evolution du programme de réassurance.

C.2 Risque de marché

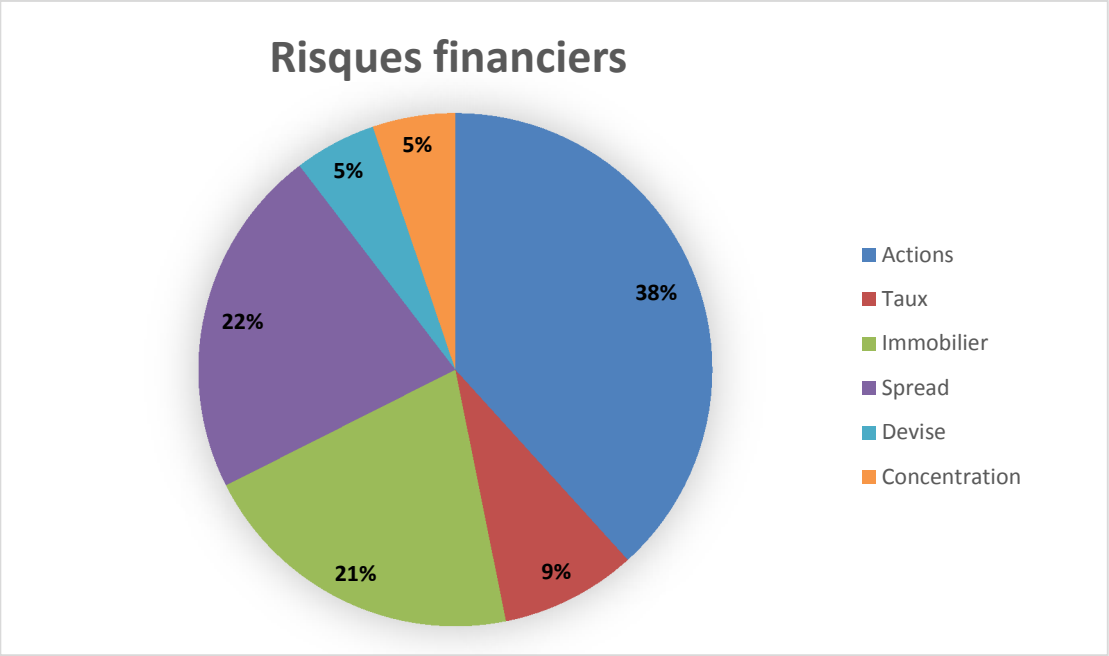


Figure 6 - Tableau des risques financiers

En raison de la composition du portefeuille, les principaux risques sont le risque de crédit, le risque action et le risque immobilier. La mesure de risque de la formule standard a été utilisée pour représenter le poids relatif des différents risques.

Les risques identifiés dans la formule standard sont :

- Le risque action
- Le risque de spread
- Le risque immobilier
- Le risque de taux

Les autres risques financiers (change, concentration) sont d'impact plus limité ou nul, en raison de la politique d'investissement actuellement suivie.

Les principaux moyens de maitrise de ce risque sont la fixation et la validation d'une allocation, les instructions données aux gérants dans le cadre des mandats et la surveillance par la CMAM des indicateurs financiers.

C.3 Risque de crédit

Le risque de contrepartie est le risque de pertes liées à un défaut d'une contrepartie (défaut de contrepartie). La mutuelle est exposée à ce risque à travers les créances liées aux appels de cotisations et la réassurance.

Le risque de défaut lié aux créances ne constitue pas un risque important pour la mutuelle.

Concernant la réassurance, le taux de rétention de la CMAM est inférieur à 50% au 31 décembre 2018. Cependant, pour limiter ce risque, la mutuelle ne sélectionne que des réassureurs ayant au moins la note A (Standard&Poor's) lors de la conclusion de nouveau traitée de réassurance.

L'analyse de la ventilation des montants du stock cédés par réassureur montre une bonne dispersion et une majorité de réassureurs notés A ou mieux. La mutuelle détient des titres nantis et des dépôts en cash qui couvrent ses engagements et réduisent le risque de contrepartie.

C.4 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque de perte résultant d'un manque de liquidités disponibles à court terme pour faire face aux engagements de la mutuelle. Dans le cadre de l'activité de la mutuelle, il s'agit essentiellement de la capacité à régler les prestations aux bénéficiaires.

Pour la CMAM, l'impact d'un sinistre majeur serait faible dans la mesure où :

- Un volant de liquidité minimum est imposé dans l'allocation,
- Les choix de la politique d'investissement se portent pour partie sur des titres liquides et facilement réalisables pour des montants significatifs,
- En cas de sinistre de forte intensité, la faible rétention de l'entreprise lui permettra alors de faire face à sa charge nette et les appels au comptant sur les sinistres d'amplitude sont prévus au traité de réassurance afin de régler la totalité du dommage.

C.5 Risque opérationnel

Aucun risque opérationnel n'a été classé en critique par la Mutuelle.

Néanmoins, les risques opérationnels font l'objet d'un suivi régulier, par exemple :

- Risques informatiques
- De rupture d'activité
- Commercial
- Erreurs humaines.

D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

D.1 Actifs

D.1.1 Valeur des actifs du bilan prudentiel

Le tableau ci-dessous décrit l'actif en valorisation prudentielle ainsi que la comparaison avec la valorisation en 2017 :

Actifs	Valeur Prudentielle au 31/12/2018		Valeur Prudentielle au 31/12/2017		Variation	
	En K€	En %	En K€	En %	En K€	En %
Actifs incorporels	0	0,0%	0	0,0%	0,0	0,0%
Frais d'acquisition reportés	0	0,0%	0	0,0%	0,0	0,0%
Impôts différés	696	0,9%	0	0,0%	695,8	0,8%
Immobilisations corporelles pour usage propre	1 146	1,5%	1 154	1,3%	-7,9	0,0%
Placements (autres que les actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)	35 021	46,2%	36 393	40,1%	-1 372,0	-1,5%
Immobilier (autre que pour usage propre)	4 447	5,9%	4 504	5,0%	-57,0	-0,1%
Participations	0	0,0%	0	0,0%	0,0	0,0%
Actions	5 951	7,8%	4 520	5,0%	1 430,8	1,6%
Actions cotées	5 941	7,8%	4 520	5,0%	1 420,8	1,6%
Actions non cotées	11	0,0%	1	0,0%	10,0	0,0%
Obligations	20 984	27,7%	22 437	24,7%	-1 452,6	-1,6%
Obligations d'Etat	3 546	4,7%	2 764	3,0%	782,0	0,9%
Obligations de sociétés	12 960	17,1%	15 452	17,0%	-2 491,5	-2,7%
Obligations structurées	4 478	5,9%	4 221	4,6%	256,9	0,3%
Fonds d'investissement	3 529	4,7%	3 126	3,4%	402,2	0,4%
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	110	0,1%	1 805	2,0%	-1 695,4	-1,9%
Provisions techniques cédées	29 116	38,4%	37 221	41,0%	-8 105,9	-8,9%
Créances nées d'opérations d'assurance	3 762	5,0%	3 435	3,8%	327,1	0,4%
Créances nées d'opérations de réassurance	3 324	4,4%	6 951	7,7%	-3 627,0	-4,0%
Autres créances (hors assurance)	326	0,4%	54	0,1%	272,0	0,3%
Trésorerie et équivalent trésorerie	2 310	3,0%	5 514	6,1%	-3 203,6	-3,5%
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	149	0,2%	97	0,1%	51,4	0,1%
Total actifs	**75 849**	**100%**	**90 819**	**100%**	**-14 970**	**-16%**

Les principales variations entre 2017 et 2018 sont au niveau des postes bilanciels suivants :

- La valeur prudentielle a connu une baisse conséquente entre l'année 2017 et l'année 2018 (-17%).
- La part des actions a augmenté entre 2017 et 2018 malgré la position des marchés en fin d'année. L'objectif était d'améliorer les positions moyennes et de profiter d'une situation de marché jugée anormale.
- Enfin, la part des placements immobiliers (autre qu'usage propre) a légèrement diminué.

D.1.2. Ecart entre les normes prudentielles et statutaires

Actifs	Valeur Prudentielle au 31/12/2018		Valeur Statuaire au 31/12/2018		Variation	
	En K€	En %	En K€	En %	En K€	En %
Actifs incorporels	0	0,0%	15	0,0%	-15,3	0,0%
Frais d'acquisition reportés	0	0,0%	449	0,6%		0,0%
Impôts différés	696	0,9%	0	0,0%	695,8	0,9%
Immobilisations corporelles pour usage propre	1 146	1,5%	822	1,1%	323,8	0,4%
Placements (autres que les actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)	35 021	46,2%	33 758	45,1%	1 263,2	1,7%
Immobilier (autre que pour usage propre)	4 447	5,9%	2 034	2,7%	2 412,9	3,2%
Participations	0	0,0%	0	0,0%	0,0	0,0%
Actions	5 951	7,8%	6 560	8,8%	-609,4	-0,8%
Actions cotées	5 941	7,8%	6 550	8,8%	-609,4	-0,8%
Actions non cotées	11	0,0%	11	0,0%	0,0	0,0%
Obligations	20 984	27,7%	22 143	29,6%	-1 158,7	-1,5%
Obligations d'Etat	3 546	4,7%	3 513	4,7%	32,2	0,0%
Obligations de sociétés	12 960	17,1%	12 767	17,1%	193,6	0,3%
Obligations structurées	4 478	5,9%	5 863	7,8%	-1 384,5	-1,9%
Fonds d'investissement	3 529	4,7%	2 910	3,9%	618,4	0,8%
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	110	0,1%	110	0,1%	0,0	0,0%
Provisions techniques cédées	29 116	38,4%	29 709	39,7%	-593,8	-0,8%
Créances nées d'opérations d'assurance	3 762	5,0%	3 762	5,0%	0,0	0,0%
Créances nées d'opérations de réassurance	3 324	4,4%	3 324	4,4%	0,0	0,0%
Autres créances (hors assurance)	326	0,4%	326	0,4%	0,0	0,0%
Trésorerie et équivalent trésorerie	2 310	3,0%	2 310	3,1%	0,0	0,0%
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	149	0,2%	334	0,4%	-185,0	-0,2%
Total actifs	**75 849**	**100%**	**74 809**	**100%**	**1 039**	**1%**

L'évaluation de l'actif sous Solvabilité 2 est de 75,8 M€ vs 74,8 M€ dans les comptes sociaux, soit un écart positif de 1 M€ contre 3,9 M€ l'année dernière, ce qui s'explique par la baisse des plus-value latentes.

D.1.3. Actifs incorporels

Les actifs incorporels de la CMAM (ie les actifs non monétaires, identifiables mais sans substance physique) correspondent aux logiciels,

Dans les comptes sociaux, ces actifs sont inscrits à l'actif du bilan s'ils respectent les critères d'immobilisation. Dès leur utilisation, ils sont alors amortis sur leur durée d'utilité de 5 ans.

Conformément à l'article 12 du règlement délégué 2015/035 CE, ils ne sont pas valorisés dans le bilan prudentiel dans la mesure où ils ne peuvent pas être vendus séparément et qu'il n'existe pas une valeur et un marché pour un actif identique ou similaire.

D.1.4. Frais d'acquisitions reportés

Des frais d'acquisitions reportés ont été comptabilisés dans les comptes sociaux. Conformément à l'article 12 du règlement délégué 2015/035 CE, ils ne sont pas valorisés dans le bilan prudentiel dans la mesure où ils ne peuvent pas être vendus et qu'il n'existe pas une valeur et un marché pour un actif identique ou similaire.

D.1.5. Immobilisations corporelles

En Norme comptable, l'immobilisation corporelle est comptabilisée à leur valeur historique avec prise en compte des amortissements.

En norme prudentielle, les immobilisations corporelles sont comptabilisées en valeur de marché qui est basée sur une expertise faite par un professionnel indépendant.

2018					
Catégorie d'actifs en k€	CIC	Valorisation prudentielle		Valorisation comptable	Ecart
TOTAL		5 593	8%	2 856	2 737
Immobilier (de bureau et commercial)	91	4 447	6%	2 034	2 413
Immobilier (usage propre)	93	1 146	2%	822	324

2017					
Catégorie d'actifs en k€	CIC	Valorisation prudentielle		Valorisation comptable	Ecart
TOTAL		5 658	6%	2 920	2 738
Immobilier (de bureau et commercial)	91	4 504	5%	2 333	2 171
Immobilier (usage propre)	93	1 154	1%	587	567

L'estimation de la valeur du bien a été réalisée par un cabinet d'expertise qui a procédé selon deux méthodes :

- Approche « investisseur » par la capitalisation du revenu

  Le raisonnement se base sur une base locative, fonction de la surface des locaux, de leur configuration particulière (détaillée dans le rapport), de l'absence de parking privatif, mais aussi de leur niveau d'équipement complet et de leur l'état. Un taux de capitalisation qui tient à la fois compte de l'état encore « à neuf » des locaux, de la pérennité locative que pourrait offrir l'occupant en place à un investisseur, mais également du régime Hors Droits en vigueur est appliqué.

- Approche « utilisateur» par la valeur métrique

Le raisonnement appliqué est fondé sur la base métrique et la surface d'exploitation.

D.1.6. Placements

Dans les comptes en normes françaises, les actifs de placement sont valorisés au coût historique, net d'amortissements et/ou de dépréciations le cas échéant.

Dans le bilan prudentiel, les actifs de placement sont enregistrés en valeur de marché.

Les différences entre les actifs de placement au bilan Solvabilité II et dans les comptes sociaux procèdent donc d'écarts de valorisation principalement imputables à l'intégration des plus et moins-values latentes.

2018					
CMAM - Catégorie d'actifs en k€	CIC	Valorisation Solvabilité II		Valeur dans les comptes sociaux	Ecart
TOTAL		75 849	100%	74 809	1 039
Obligations souveraines	1	3 546	5%	3 513	32
Obligations d'entreprises	2	12 960	17%	12 767	194
Actions	3	5 951	8%	6 560	-609
Fonds d'investissement	4	3 529	5%	2 910	618
Titres structurés	5	4 478	6%	5 863	-1 385
Trésorerie et dépôts	7	2 434	3%	2 434	0
Immobilisations corporelles	9	5 593	7%	2 856	2 737
Autres actifs		37 358	49%	37 905	-547

2017					
CMAM - Catégorie d'actifs en k€	CIC	Valorisation Solvabilité II		Valeur dans les comptes sociaux	Ecart
TOTAL		90 819	100%	86 938	3 881
Obligations souveraines	1	2 764	3%	2 662	101
Obligations d'entreprises	2	15 452	17%	14 713	739
Actions	3	4 520	5%	4 115	405
Fonds d'investissement	4	3 126	3%	2 305	822
Titres structurés	5	4 221	5%	4 135	86
Trésorerie et dépôts	7	7 319	8%	7 319	0
Immobilisations corporelles	9	5 658	6%	4 958	699
Autres actifs		47 758	53%	48 768	-1 010

D.1.6.1. Immobilier (autre que pour usage propre)

2018					
Catégorie d'actifs en k€	CIC	Valorisation prudentielle		Valorisation comptable	Ecart
TOTAL		4 447	6%	2 034	2 413
Immobilier (de bureau et commercial)	91	4 447	6%	2 034	2 413

2017					
Catégorie d'actifs en k€	CIC	Valorisation prudentielle		Valorisation comptable	Ecart
TOTAL		4 504	5%	2 333	2 171
Immobilier (de bureau et commercial)	91	4 504	5%	2 333	2 171

D.1.6.2. Actions

2018					
CMAM - Synthèse action en k€	CIC	Valorisation Solvabilité II		Valeur dans les comptes sociaux	Ecart
TOTAL		5 951	8%	7 290	-1 339
Actions ordinaires	31	5 951	8%	7 290	-1 339
Autres actions	39	0	0%	0	0

2017					
CMAM - Synthèse action en k€	CIC	Valorisation Solvabilité II		Valeur dans les comptes sociaux	Ecart
TOTAL		4 520	5%	4 115	405
Actions ordinaires	31	4 520	5,0%	4 115	405
Autres	39	1	0,0%	1	0

La méthodologie de valorisation des actions est la suivante :

- En norme comptable les actions sont valorisées à leur valeur d'acquisition nette de provisions pour dépréciation durable (PDD)
- En norme prudentielle, elles sont valorisées à la dernière valeur liquidative connue sous la responsabilité du gestionnaire.

L'année 2018 a été marquée par la baisse des marchés financiers en fin d'année.

D.1.6.3. Obligations

2018					
CMAM - Catégorie d'obligations en k€	CIC	Valorisation Solvabilité II		Valeur dans les comptes sociaux	Ecart
TOTAL		20 984	27,7%	22 319	-1 335
Obligations souveraines	1	3 546	4,7%	3 513	32
Obligations d'entreprises	2	12 960	17,1%	12 943	17
Titres structurés	5	4 478	5,9%	5 863	-1 385

2017					
CMAM - Catégorie d'obligations en k€	CIC	Valorisation Solvabilité II		Valeur dans les comptes sociaux	Ecart
TOTAL		22 437	24,7%	21 510	927
Obligations souveraines	1	2 764	3,0%	2 662	101
Obligations d'entreprises	2	15 452	17,0%	14 713	739
Titres structurés	5	4 221	4,6%	4 135	86

En normes françaises, les obligations sont valorisées au coût amorti ; i.e. à la valeur d'acquisition diminuée ou augmentée des montants d'amortissement de surcote/décote à la date de clôture. Les surcotes / décotes classées en bas de bilan dans le bilan social ne sont pas valorisées dans le bilan prudentiel car il s'agit d'un mécanisme de lissage purement comptables puisque les actifs sont valorisés en valeur de marché.

Dans le bilan prudentiel, les obligations sont valorisées en valeur de marché plein coupon.

Méthodologie de valorisation :

- Des obligations souveraines ;
- Des obligations d'entreprises ;
- Des produits structurés :

La valorisation des titres structurés est réalisée par les sociétés de gestion. Les titres sont valorisés selon le principe suivant :

- Au prix de marché si le titre est côté et qu'il y a des transactions,
- En l'absence de transaction il est valorisé comme un produit similaire de même maturité et caractéristique ayant une profondeur de marché.

D.1.6.4. Les fonds

2018					
CMAM - Catégorie d'actifs en k€	CIC	Valorisation prudentielle		Valorisation comptable	Ecart
TOTAL		3 529	4,7%	2 910	618
Fonds action	41	774	1,0%	806	-32
Fonds à allocation d'actifs	44	1 579	2,1%	934	645
Fonds immobiliers	45	1 176	1,5%	1 170	5

2017					
CMAM - Catégorie d'actifs en M€	CIC	Valorisation prudentielle		Valorisation comptable	Ecart
TOTAL		3 126	3,4%	2 305	822
Fonds action	41	847	0,9%	660	187
Fonds à allocation d'actifs	44	1 591	1,8%	934	657
Fonds immobiliers	45	689	0,8%	710	-22

Les méthodes de valorisation des fonds sont les suivantes :

- En norme comptable les fonds sont valorisés à leur valeur d'acquisition nette de provisions pour dépréciation durable (PDD)
- En norme prudentielle, ils sont valorisés à la valeur de marché correspondant aux valeurs négociées sur un marché organisé, sur la base de la valeur liquidative de clôture ou de la dernière connue y compris les fonds immobiliers.

D.1.6.5. Trésorerie et dépôts

2018					
Catégorie d'actifs en k€	CIC	Valorisation Solvabilité II		Valeur dans les comptes sociaux	Ecart
TOTAL		2 434	6%	2 434	0
Dépôts transférables (équivalent à de la trésorerie)	72	2 341	6%	2 341	0
Autres dépôts avec un terme supérieur à un an	74	93	0%	93	0

2017					
Catégorie d'actifs en k€	CIC	Valorisation Solvabilité II		Valeur dans les comptes sociaux	Ecart
TOTAL		7 319	8%	7 319	0
Trésorerie	71	5 514	6%	5 514	0
Autres dépôts de court terme (moins d'un an)	73	1 805	2%	1 805	0

La valorisation retenue est égale à la valeur comptable.

D.1.7. Provisions cédées

Les provisions cédées sont réévaluées conformément aux principes de la Directive Solvabilité 2. Les méthodes, hypothèses et écarts sont explicités dans la partie « D. Provisions Techniques ».

D.1.8. Valorisation des autres actifs

Les autres actifs sont composés des postes ci-dessous. Les méthodes de valorisation sont les suivantes :

Item	fournisseur de la valorisation prudentielle	Type de valorisation prudentielle
Actifs incorporels	Comptabilité	Nulle
Obligations	Sociétés de gestion	Valeur de marché
OPC	Sociétés de gestion	Valeur liquidative
Actions	Sociétés de gestion	Valeur de marché
Provisions de réassurance	Comptabilité et Direction Générale	Best Estimate
Créances (cotisations)	Comptabilité	Valeur comptable
immobilisations liées au matériel informatique	Comptabilité	Valeur comptable
Avoir en banque	Comptabilité	Valeur comptable
Amortissement lié aux obligations	Comptabilité	Nulle car les obligations sont valorisées en valeur de marché
Coupons courus	Comptabilité	Valeur comptable

D.2 Provisions techniques

Les provisions

Les provisions techniques sont à valoriser de manière prudente, fiable et objective. La valeur des provisions techniques correspond au montant actuel que les entreprises d'assurance et de réassurance devraient payer si elles transféraient sur le champ leurs engagements à une autre entreprise.

Les provisions sont composées de deux éléments :

- La meilleure estimation des provisions qui correspond à la moyenne pondérée par leur probabilité des flux de trésorerie futurs, compte tenu de la valeur temporelle de l'argent (valeur actuelle attendue des flux de trésorerie futurs). Les principes de valorisation prudentiels tels que définis dans les textes réglementaires diffèrent des principes comptables utilisés dans les comptes sociaux, principalement sur certains éléments comme le périmètre des engagements, certaines hypothèses comme les frais, ou la courbe d'actualisation.
- La marge de risque qui est calculée de manière à garantir que la valeur des provisions techniques est équivalente au montant que les entreprises d'assurance et de réassurance demanderaient pour reprendre et honorer les engagements d'assurance et de réassurance.

La courbe des taux sans risques utilisée est la courbe des taux au 31/12/2018 communiquée par l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA).

La CMAM n'applique pas les mesures transitoires, ni la correction pour volatilité ni l'ajustement égalisateur.

Le tableau ci-dessous présente les provisions techniques toute activité confondue:

En Milliers d'Euros	2 018			2 017			Variation		
	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Marge de risque	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Marge de risque	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Marge de risque
BE de Sinistre	41 860	-27 382		50 183	-36 410		-8 322	9 027	
BE de primes	2 915	-1 448		2 910	-812		5	-636	
Total	44 775	-28 831	1 780	53 092	-37 221	2 423	-8 317	8 391	-642
Provisions Nettes	17 725			18 293			-569		

Le tableau suivant détaille les provisions prudentielles par ligne d'activité :

	2 018			2 017			Variation		
En Milliers d'Euros	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Marge de risque	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Marge de risque	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Marge de risque
Assurance de responsabilité civile automobile	21 534	-15 910	625	8 914	-4 987	588	12 620	-10 923	38
Autre assurance des véhicules à moteur	3 499	-1 059	271	7 046	-3 869	546	-3 548	2 811	-274
Assurance maritime, aérienne et transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurance incendie et autres dommages aux biens	14 739	-11 131	401	31 649	-26 231	834	-16 910	15 100	-433
Assurance de responsabilité civile générale	4 951	-718	471	5 156	-2 000	417	-204	1 282	54
Assurance crédit et cautionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurance de protection juridique	47	-14	4	151	-88	20	-104	75	-17
Assistance	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes pécuniaires diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques non-vie (hors santé)	**44 770**	**-28 831**	**1 772**	**52 916**	**-37 176**	**2 405**	**-8 146**	**8 345**	**-633**
Assurance des frais médicaux	5		8	176	-46	18	-171	46	-10
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	**5**	**0**	**8**	**176**	**-46**	**18**	**-171**	**46**	**-10**
Total	44 775	-28 831	1 780	53 092	-37 221	2 423	-8 317	8 391	-643
Provisions Nettes	17 725			18 293			-569		

Les marges de risques sont également sensiblement réévaluées en prenant en compte la simplification 1 du calcul de la marge de risque.

La meilleure estimation des provisions de primes ou Best Estimate de primes

Contrats renouvelés et affaires nouvelles

La Mutuelle a pris le parti de considérer que les primes engrangées sont nulles au motif de résiliations toujours pendantes (délai châtel), voire désormais la loi sur l'économie solidaire dite loi HAMON et son volet sur la résiliation infra annuelle des contrats.

Ainsi, la meilleure estimation des provisions de prime est uniquement liée aux flux générés par les provisions pour primes non acquises. Les provisions pour primes non acquises de l'année de référence, soit 2018, génèrent des sinistres au cours de l'année N+1=2019. Le calcul de paiement des sinistres est le suivant :

- Charge sinistre = PPNA* ratio de sinistres à primes.
- Calcul des flux sur la base des cadences des charges de sinistres brutes

Les flux calculés représentent une charge future qui est intégrée dans la meilleure estimation des provisions.

Les cadences du brut sont basées sur les triangles des sinistres payés par ligne d'activité. Les informations qui ont servi à calculer la meilleure estimation de provisions de sinistres ont été utilisées.

Les primes engrangées étant nulles, seules les traités de réassurance en quote-part sont pris en compte pour le calcul du Best Estimate cédé.

La meilleure estimation des provisions de prime obtenue est de 2 915 K€ en brutes et de 1 448 K€ en cédées soit 1 467 K€ en nettes. Ci-dessous le détail par ligne d'activité :

	2 018			2 017			Variation		
	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Meilleure Estimation Nette	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Meilleure Estimation Nette	Meilleure Estimation Brutes	Meilleure Estimation Cédée	Meilleure Estimation Nette
Assurance de responsabilité civile automobile	1 199	-846	353	1 205	-299	906	-7	-547	-554
Autre assurance des véhicules à moteur	1 126	-321	804	1 048	-262	786	77	-60	18
Assurance maritime, aérienne et transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurance incendie et autres dommages aux biens	533	-273	261	588	-234	354	-54	-39	-93
Assurance de responsabilité civile générale	57	-8	49	59	-15	44	-2	6	5
Assurance crédit et cautionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurance de protection juridique	0	0	0	4	-2	2	-4	2	-2
Assistance	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes pécuniaires diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques non-vie (hors santé)	**2 915**	**-1 448**	**1 467**	**2 904**	**-812**	**2 092**	**11**	**-636**	**-625**
Assurance des frais médicaux	0	0	0	6	0	6	-6	0	-6
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	**0**	**0**	**0**	**6**	**0**	**6**	**-6**	**0**	**-6**
Total	2 915	-1 448	1 467	2 910	-812	2 098	5	-636	-631

Provisions pour égalisation

Ces provisions, prévues par la réglementation permettent de répartir sur dix ans la charge de sinistres cycliques exceptionnels par leur intensité, elles sont retenues par la mutuelle pour faire face à la fluctuation de la sinistralité des événements climatiques.

Elles permettent, en cas de besoin, de couvrir la franchise de réassurance en tout ou partie.

Elles sont alimentées, dans les limites encadrées par le Code des Assurances, par les résultats de chaque branche concernée, en tenant compte des prescriptions fiscales.

Leur valorisation est nulle dans le bilan prudentiel.

La marge pour risque

La marge pour risque représente le montant qu'il faudrait rajouter au Best Estimate pour dédommager un éventuel repreneur d'avoir à immobiliser du capital pour supporter les engagements qu'il récupère.

Le calcul de la marge pour risque est basé sur la « méthode du coût du capital » : calculer le coût d'immobilisation du capital nécessaire pour assumer les engagements d'assurance et de réassurance sur toute leur durée de vie.

Le taux utilisé pour déterminer le coût que représente la mobilisation de ce montant de fonds propres éligibles (taux du coût du capital) est le même pour toutes les entreprises d'assurance et de réassurance. Ce taux est de 6%.

Le calcul de la marge de risque est défini réglementairement dans les articles 37 à 39 du règlement délégué 2015/035 CE. Il repose notamment sur une projection du capital de solvabilité requis (SCR) d'une entreprise de référence. Celui-ci couvre les risques suivants :

- Le risque de souscription,
- Le risque de crédit relatif aux contrats de réassurance aux arrangements avec les véhicules de titrisation, aux intermédiaires, aux preneurs et à toute autre exposition importante étroitement liée aux engagements d'assurance et de réassurance;
- Le risque opérationnel,
- Le risque de marché « inévitable » autre que le risque de taux d'intérêt. Ce risque est nul pour la CMAM.

La marge de risque est de 1 780 K€.

La marge de risque ainsi calculée est ensuite répartie sur les différentes lignes d'activité au prorata du capital de solvabilité requis pour chaque ligne d'activité.

Changement de méthodologie importante

Pour le calcul des provisions à fin 2018, deux changements de méthodologie ont été intégrés :

- Le calcul des Best Estimate s'appuie sur les triangles de liquidations ;
- Le calcul de la marge pour risque a été faite par approximation selon la méthode 1.

D.3 Autres passifs

Dans les autres postes au passif du bilan, la mutuelle a constitué :

- Une provision (prévision sécuritaire) pour risque lié au recouvrement de comptes de courtage. Cette provision est valorisée à sa valeur comptable.
- Une provision pour des engagements d'indemnités de retraite du personnel de la mutuelle. Compte tenu du principe de matérialité, cette provision a été valorisée à sa valeur comptable.
- Des dettes pour dépôts auprès des réassureurs qui ont été valorisés à leur montant comptable.
- Des dettes de court terme diverses envers l'Etat, les organismes publics et des fournisseurs qui ont été valorisés à leur montant comptable.
- Un amortissement lié aux obligations qui a été valorisé à 0 (passage à la valeur de marché).
- Des impôts différés.

Résumé des règles de valorisations au passif du bilan prudentiel

Item	fournisseur de la valorisation prudentielle	Type de valorisation prudentielle
Best estimate de sinistres	Comptabilité et Direction Générale	Meilleure estimation
Best estimate de primes	Comptabilité et Direction Générale	Meilleure estimation
Marge de risque	Comptabilité et Direction Générale	Méthode du coût du capital
Provision autre que les provisions techniques	Comptabilité	Valeur comptable
Provision pour retraite et autres avantages	Comptabilité	Valeur comptable
Dettes de court terme diverses	Comptabilité	Valeur comptable
Amortissement lié aux obligations	Comptabilité	Nulle car les obligations sont valorisées en valeur de marché

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

La mutuelle applique des méthodes de valorisation alternatives pour l'immobilier et assimilé et pour les produits structurés. (Voir paragraphe D.1).

D.5 Autres Informations

E. GESTION DU CAPITAL

E.1 Fonds propres

Les fonds propres de base se décomposent donc de la manière suivante :

2018	
Fonds propres comptables	**14 576**
Fonds d'établissement	9 034
Report à nouveau	5 318
Résultats de l'année	224
Fonds propres comptables	**14 576**
Ecart de valorisation des actifs incorporels	-15
Ecarts de valorisation des placements	1 402
Ecarts de valorisation des provisions nettes de réassurances	669
Fonds propres S2 bruts d'impôts	**16 631**

Ecart Fonds propres comptables / S2	**2 055**
Retraitements fiscaux : réintégrations et déductions Passage du résultat comptable 2018 au résultat fiscal 2018	
Impôts	**-637**
Fonds propres S2 nets d'impôts	**15 994**

2017	
Fonds propres comptables	**14 253**
Fonds d'établissement	8 936
Report à nouveau	4 906
Résultats de l'année	411
Fonds propres comptables	**14 253**
Ecart de valorisation des actifs incorporels	-6
Ecarts de valorisation des placements	4 891
Ecarts de valorisation des provisions nettes de réassurances	-551
Fonds propres S2 bruts d'impôts	**18 587**

Ecart Fonds propres comptables / S2	**4 334**
Retraitements fiscaux : réintégrations et déductions Passage du résultat comptable 2017 au résultat fiscal 2017	-1 335
Impôts	**839,7**
Fonds propres S2 nets d'impôts	**17 747**

Le passage des fonds propres comptables aux fonds propres prudentiels s'expliquent par :

1. Les écarts relatifs aux actifs qui ont été explicités dans la partie valorisation des actifs : il s'agit des écarts entre la valeur de marché et la valeur nette comptable, et de l'annulation de la valeur des actifs incorporels en valeur économique.
2. Les écarts relatifs aux provisions techniques nettes de réassurances ont été explicités dans la partie sur les provisions techniques.
3. L'écart résiduel qui correspond aux impôts différés passifs.

Compte tenu de leur nature (résultats passés et futurs), les fonds propres de la mutuelle sont entièrement constitués d'éléments de base de niveau 1 (la meilleure qualité). La réserve de réconciliation est constituée des résultats passés et futurs nets d'impôts générés par les actifs et par les passifs.

E.2 SCR et MCR

Lexique :

SCR : Acronyme de Solvency Capital Requirement. Il s'agit de l'exigence de capital réglementaire.

MCR : Acronyme de Minimum Capital Requirement. Il s'agit de l'exigence de capital minimale réglementaire.

Synthèse

Le taux de couverture du SCR est 132 % à fin 2018 et le taux de couverture du MCR est de 432%.

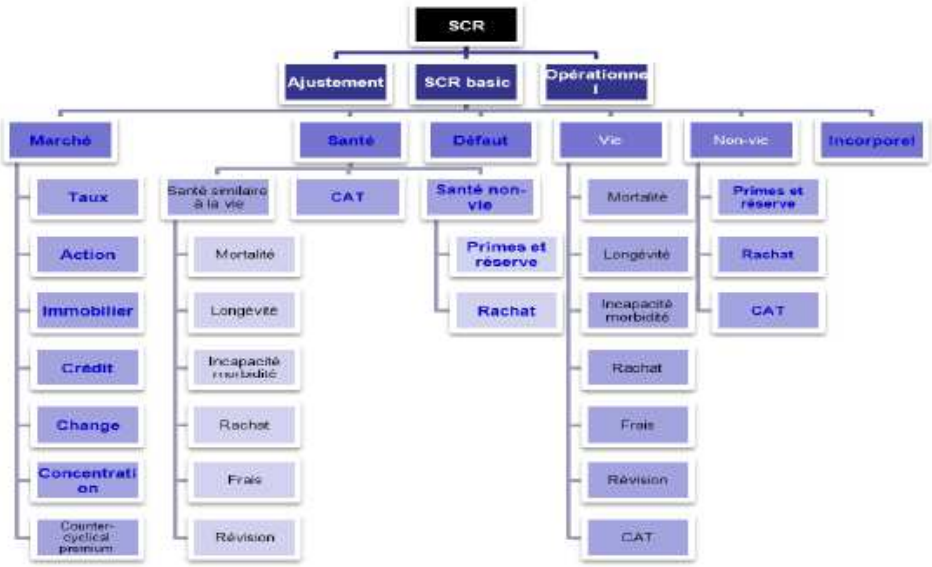
	2018	
En K€	MCR	SCR
Eléments éligibles	15 994	15 994
Exigence de solvabilité	3 700	12 080
Taux de couverture	432%	132%

	2017	
En K€	MCR	SCR
Eléments éligibles	17 747	17 747
Exigence de solvabilité	3 700	14 245
Taux de couverture	480%	125%

Le taux de couverture de 132% est en en hausse par rapport à celui de 2017.

Capital de solvabilité requis ou SCR

Le règlement délégué donne les grands principes de calcul de l'exigence de capital de solvabilité requis (SCR) selon la formule standard. C'est une approche modulaire, elle est divisée en sous-modules de la façon suivante :



La CMAM est soumise au risque de marché, aux risques de souscription non vie et santé, au risque défaut et au risque opérationnel.
Chaque exigence de capital au titre d'un risque listé ci-dessus est calculée comme la différence entre les fonds propres du bilan prudentiel et les fonds propres après l'application d'un choc défini règlementairement permettant de mesurer le besoin de capital pour faire face à une situation défavorable.

Résultats

SCR "Standard" en K€	2018	2017	Ecart en K€
SCR Taux	688	450	238
SCR Action	3 128	4 000	-871
SCR Immobilier	1 692	1 587	105
SCR Spread	1 803	2 315	-511
SCR Change	422	906	-484
SCR Concentration	425	1 188	-762
SCR Marché	6 142	7 561	-1 419
SCR Contrepartie	1 815	2 576	-761
SCR Santé	32	62	-29
SCR Non Vie	6 970	7 698	-727
Opérationnel	1 343	1 593	-250
Ajustement	637	840	-203
SCR	12 080	14 245	-2 165
Fond propres	15 994	17 747	-1 754
Ratio SCR	132%	125%	8%

La variation du SCR de base entre 2017 et 2018 s'explique par :

- Le SCR Marché à fortement baissé. Celle-ci s'explique essentiellement par la baisse du risque action (- 871 k€) dont l'exposition a fortement baissé au cours de l'année 2018.
- L'évolution à la baisse de l'exigence au titre de souscription non vie (-727 K€). Celle-ci s'explique essentiellement par la baisse du risque de catastrophe notamment du fait de la prise en compte des traités de la CCR.
- La baisse du risque de contrepartie (-761 K€) qui s'explique par la forte baisse des créances de type 1.

Le MCR ou minimum de capital requis

Dans le cas de la CMAM le MCR calculé est égal à 3 700 K€ soit le minimum réglementaire.

E.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du SCR

La mutuelle n'est pas concernée par ce module.

E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

La mutuelle n'utilise pas de modèle interne.

E.5 Non-respect du MCR et non-respect du SCR

La mutuelle respecte la couverture du SCR et du MCR.

E.6 Autres Informations

F. ANNEXES

Annexe I
S.02.01.01
Balance

		Valeur Solvabilité II
Actifs		**C0010**
Actifs d'impôts différés	**R0040**	696
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	**R0060**	1 146
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	**R0070**	35 021
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	**R0080**	4 447
Actions	**R0100**	5 951
Actions – cotées	**R0110**	5 941
Actions – non cotées	**R0120**	11
Obligations	**R0130**	20 984
Obligations d'État	**R0140**	3 546
Obligations d'entreprise	**R0150**	12 960
Titres structurés	**R0160**	4 478
Titres garantis	**R0170**	0
Organismes de placement collectif	**R0180**	3 529
Produits dérivés	**R0190**	0
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	**R0200**	110
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	**R0270**	29 116
Non-vie et santé similaire à la non-vie	**R0280**	29 116
Non-vie hors santé	**R0290**	29 116
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	**R0360**	3 772
Créances nées d'opérations de réassurance	**R0370**	3 314
Autres créances (hors assurance)	**R0380**	326
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**R0410**	2 310
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	**R0420**	149
Total de l'actif	**R0500**	**75 849**

		Valeur Solvabilité II
Passifs		**C0010**
Provisions techniques non-vie	**R0510**	46 555
Provisions techniques non-vie (hors santé)	**R0520**	46 542
Provisions techniques calculées comme un tout	**R0530**	0
Meilleure estimation	**R0540**	44 770
Marge de risque	**R0550**	1 772
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	**R0560**	13
Provisions techniques calculées comme un tout	**R0570**	0
Meilleure estimation	**R0580**	5
Marge de risque	**R0590**	8
Provisions pour retraite	**R0760**	208
Dépôts des réassureurs	**R0770**	8 052
Passifs d'impôts différés	**R0780**	1 333
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	**R0820**	1 140
Dettes nées d'opérations de réassurance	**R0830**	6
Autres dettes (hors assurance)	**R0840**	2 360
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	**R0880**	200
Total du passif	**R0900**	59 855
Excédent d'actif sur passif	**R1000**	**15 994**

Annexe I
S.05.01.02
Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour: **engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)**						
		Assurance des frais médicaux	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de protection juridique	Total
Primes émises								
Brut – assurance directe	**R0110**	222	9 140	7 526	14 461	1 894	499	**33 744**
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	**R0120**	0	0	0	0	0	0	**0**
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	**R0130**							
Part des réassureurs	**R0140**	12	4 359	3 443	7 784	771	307	**16 676**
Net	**R0200**	**210**	**4 781**	**4 082**	**6 678**	**1 123**	**193**	**17 067**
Primes acquises								
Brut – assurance directe	**R0210**	224	9 240	7 569	14 490	1 896	501	**33 919**
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	**R0220**							
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	**R0230**							
Part des réassureurs	**R0240**	12	4 458	3 360	7 804	772	308	**16 713**
Net	**R0300**	**211**	**4 782**	**4 209**	**6 686**	**1 124**	**193**	**17 206**
Charge des sinistres								
Brut – assurance directe	**R0310**	-34	11 693	6 837	9 849	633	26	29 005
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	**R0320**							
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	**R0330**							
Part des réassureurs	**R0340**	-42	8 407	1 722	4 102	108	5	14 302
Net	**R0400**	**8**	**3 286**	**5 116**	**5 747**	**526**	**21**	**14 703**
Variation des autres provisions techniques								
Brut – assurance directe	**R0410**			-73	-656			
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	**R0420**							
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	**R0430**							
Part des réassureurs	**R0440**							
Net	**R0500**			**-73**	**-656**			**-729**
Dépenses engagées	**R0550**	53	1 746	1 529	2 212	367	-84	5 822
Autres dépenses	**R1200**							**371**
Total des dépenses	**R1300**							**6 194**

Annexe I

S.05.02.01

Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en non-vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine
Primes émises								
Brut – assurance directe	**R0110**	33 744	0	0	0	0	0	33 744
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	**R0120**	0	0	0	0	0	0	0
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	**R0130**	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	**R0140**	16 676	0	0	0	0	0	16 676
Net	**R0200**	**17 067**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**17 067**
Primes acquises								
Brut – assurance directe	**R0210**	33 919	0	0	0	0	0	33 919
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	**R0220**	0	0	0	0	0	0	0
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	**R0230**	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	**R0240**	16 713	0	0	0	0	0	16 713
Net	**R0300**	**17 206**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**17 206**
Charge des sinistres								
Brut – assurance directe	**R0310**	29 005	0	0	0	0	0	29 005
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	**R0320**	0	0	0	0	0	0	0
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	**R0330**	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	**R0340**	14 302	0	0	0	0	0	14 302
Net	**R0400**	**14 703**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 703**
Variation des autres provisions techniques								
Brut – assurance directe	**R0410**	-729	0	0	0	0	0	-729
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	**R0420**	0	0	0	0	0	0	0
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	**R0430**	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	**R0440**	-729	0	0	0	0	0	-729
Net	**R0500**	**-729**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-729**
Dépenses engagées	**R0550**	5 822	0	0	0	0	0	5 822
Autres dépenses	**R1200**							371
Total des dépenses	**R1300**							6 194

Annexe I
S.17.01.02
Provisions techniques non-vie

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée	Total engagements en non-vie
		Assurance des frais médicaux	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de protection juridique	Réassurance santé non proportionnelle	
		C0020	C0050	C0060	C0080	C0090	C0110	C0140	C0180
Provisions techniques calculées comme un tout	**R0010**	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	**R0050**	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Provisions pour primes									
Brut	**R0060**	0	1 199	1 126	533	57	0	0	**2 915**
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	**R0140**	0	943	407	369	14	0	0	**1 733**
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	**R0150**	0	256	719	164	43	0	0	**1 182**
Provisions pour sinistres									
Brut	**R0160**	5	20 335	2 373	14 206	4 894	47	0	**41 860**
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	**R0240**	0	15 064	737	10 858	710	14	0	**27 382**
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	**R0250**	5	5 271	1 636	3 348	4 184	33	0	**14 478**
Total meilleure estimation – brut	**R0260**	**5**	**21 534**	**3 499**	**14 739**	**4 951**	**47**	**0**	**44 775**
Total meilleure estimation – net	**R0270**	**5**	**5 527**	**2 355**	**3 512**	**4 227**	**33**	**0**	**15 659**
Marge de risque	**R0280**	**8**	**645**	**200**	**410**	**512**	**4**	**0**	**1 780**
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques									
Provisions techniques calculées comme un tout	**R0290**								
Meilleure estimation	**R0300**								
Marge de risque	**R0310**								
Provisions techniques – Total									
Provisions techniques – Total	**R0320**	13	22 180	3 699	15 149	5 463	51	0	**46 555**
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	**R0330**	0	16 007	1 144	11 227	724	14	0	**29 116**
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	**R0340**	13	6 173	2 555	3 922	4 740	37	0	**17 440**

Annexe I
S.19.01.01
Sinistres en non-vie

Total activités non-vie

Année d'accident / année de souscription		
	Z0010	1 – 1 and 13 Medical expense insurance

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

		Année de développement																		
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		**Pour l'année en cours**	**Somme des années (cumulés)**
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		C0170	C0180
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0	0
N-14	**R0110**	164	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		R0110	0	164
N-13	**R0120**	170	2	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0			R0120	0	176
N-12	**R0130**	192	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0				R0130	0	194
N-11	**R0140**	203	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					R0140	0	203
N-10	**R0150**	205	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0						R0150	0	206
N-9	**R0160**	169	5	0	0	0	0	0	0	0	0							R0160	0	174
N-8	**R0170**	171	2	0	0	0	0	0	0	0								R0170	0	173
N-7	**R0180**	158	1	0	0	0	0	0	0									R0180	0	159
N-6	**R0190**	168	0	0	0	0	0	0										R0190	0	168
N-5	**R0200**	191	0	0	0	0	0											R0200	0	191
N-4	**R0210**	183	0	0	0	0												R0210	0	183
N-3	**R0220**	168	2	0	0													R0220	0	170
N-2	**R0230**	298	6	0														R0230	0	304
N-1	**R0240**	125	25															R0240	25	151
N	**R0250**	89																R0250	89	89
																		Total **R0260**	**114**	**2 705**

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés
(valeur absolue)

		Année de développement																	**Somme des années (cumulés)**
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350		C0360
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0
N-14	**R0110**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		R0110	0
N-13	**R0120**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			R0120	0
N-12	**R0130**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				R0130	0
N-11	**R0140**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					R0140	0
N-10	**R0150**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						R0150	0
N-9	**R0160**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							R0160	0
N-8	**R0170**	0	0	0	0	0	0	0	0	0								R0170	0
N-7	**R0180**	0	0	0	0	0	0	0	0									R0180	0
N-6	**R0190**	0	0	0	0	0	8	0										R0190	0
N-5	**R0200**	0	0	0	0	13	0											R0200	0
N-4	**R0210**	0	0	1	33	0												R0210	0
N-3	**R0220**	0	6	16	0													R0220	0
N-2	**R0230**	42	19	0														R0230	50
N-1	**R0240**	80	0															R0240	170
N	**R0250**	5																R0250	5
																		Total **R0260**	**225**

Annexe I
S.19.01.01
Sinistres en non-vie

Total activités non-vie

Année d'accident / année de souscription		
	Z0010	4 – 4 and 16 Motor vehicle liability insurance

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

		Année de développement																	**Pour l'année en cours**	**Somme des années (cumulés)**
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**			
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		C0170	C0180
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0	0
N-14	**R0110**	406	537	110	20	32	53	0	0	0	0	0	0	0	0	0		R0110	0	1 158
N-13	**R0120**	307	1 029	639	163	116	11	0	0	0	0	0	0	0	0			R0120	0	2 265
N-12	**R0130**	1 285	1 345	798	488	207	3 922	0	0	0	0	0	0	0				R0130	0	8 045
N-11	**R0140**	640	878	428	184	130	626	0	0	0	4	-1	0					R0140	0	2 889
N-10	**R0150**	505	1 343	657	307	244	730	0	0	7	0	0						R0150	0	3 793
N-9	**R0160**	1 153	1 584	927	269	452	774	0	3 624	3 804	0							R0160	0	12 586
N-8	**R0170**	835	481	161	39	55	515	7	0	0								R0170	0	2 093
N-7	**R0180**	354	329	70	286	66	0	1	0									R0180	0	1 106
N-6	**R0190**	385	314	523	387	1 182	255	39										R0190	39	3 085
N-5	**R0200**	602	548	127	976	-8	2											R0200	2	2 248
N-4	**R0210**	768	680	425	140	40												R0210	40	2 053
N-3	**R0220**	1 151	1 064	238	43													R0220	43	2 495
N-2	**R0230**	2 176	707	580														R0230	580	3 463
N-1	**R0240**	1 169	792															R0240	792	1 960
N	**R0250**	1 269																R0250	1 269	1 269
																		Total **R0260**	**2 764**	**50 509**

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés
(valeur absolue)

		Année de développement																	**Somme des années (cumulés)**
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350		C0360
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0
N-14	**R0110**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	123	0	0		R0110	0
N-13	**R0120**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	134	30	0			R0120	0
N-12	**R0130**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	260	112	0				R0130	0
N-11	**R0140**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	328	25	0					R0140	0
N-10	**R0150**	0	0	0	0	0	0	0	0	459	73	0						R0150	0
N-9	**R0160**	0	0	0	0	0	0	0	496	280	0							R0160	0
N-8	**R0170**	0	0	0	0	0	0	1 075	134	0								R0170	0
N-7	**R0180**	0	0	0	0	0	1 105	1 238	2 379									R0180	0
N-6	**R0190**	0	0	0	0	1 146	1 217	618										R0190	0
N-5	**R0200**	0	0	0	1 183	961	890											R0200	0
N-4	**R0210**	0	0	1 230	300	828												R0210	0
N-3	**R0220**	0	1 223	359	771													R0220	0
N-2	**R0230**	2 116	1 091	1 189														R0230	10 877
N-1	**R0240**	1 645	1 407															R0240	7 465
N	**R0250**	12 255																R0250	20 336
																		Total **R0260**	**38 679**

Annexe I
S.19.01.01
Sinistres en non-vie

Total activités non-vie

Année d'accident / année de souscription		
	Z0010	5 – 5 and 17 Other motor insurance

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

		Année de développement																	
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		**Pour l'année en cours**	**Somme des années (cumulés)**
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		C0170	C0180
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0	0
N-14	**R0110**	947	277	46	1	0	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0		R0110	0	1 293
N-13	**R0120**	1 658	359	69	6	2	21	0	0	0	0	0	0	0	0			R0120	0	2 115
N-12	**R0130**	1 610	634	169	9	51	43	0	0	0	0	0	0	0				R0130	0	2 516
N-11	**R0140**	2 686	1 284	54	78	5	26	0	0	0	0	0	0					R0140	0	4 133
N-10	**R0150**	3 137	969	49	26	12	567	0	0	0	0	0						R0150	0	4 760
N-9	**R0160**	2 484	1 045	163	72	3	0	0	8	0	0							R0160	0	3 775
N-8	**R0170**	2 510	910	50	4	0	-1	0	0	0								R0170	0	3 473
N-7	**R0180**	1 879	536	47	-3	1	0	0	0									R0180	0	2 460
N-6	**R0190**	1 757	681	14	9	-13	0	7										R0190	7	2 455
N-5	**R0200**	3 965	1 015	126	167	1	-55											R0200	-55	5 218
N-4	**R0210**	4 180	1 224	604	35	16												R0210	16	6 059
N-3	**R0220**	3 876	2 200	35	5													R0220	5	6 116
N-2	**R0230**	8 102	1 088	114														R0230	114	9 304
N-1	**R0240**	7 008	4 318															R0240	4 318	11 326
N	**R0250**	5 382																R0250	5 382	5 382
																		Total **R0260**	**9 788**	**70 384**

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés
(valeur absolue)

		Année de développement																	
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		**Somme des années (cumulés)**
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350		C0360
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0
N-14	**R0110**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		R0110	0
N-13	**R0120**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			R0120	0
N-12	**R0130**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				R0130	0
N-11	**R0140**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					R0140	0
N-10	**R0150**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						R0150	0
N-9	**R0160**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							R0160	0
N-8	**R0170**	0	0	0	0	0	0	0	0	0								R0170	0
N-7	**R0180**	0	0	0	0	0	0	0	0									R0180	0
N-6	**R0190**	0	0	0	0	0	8	0										R0190	0
N-5	**R0200**	0	0	0	0	13	0											R0200	0
N-4	**R0210**	0	0	1	33	0												R0210	0
N-3	**R0220**	0	6	16	0													R0220	0
N-2	**R0230**	42	19	0														R0230	5 998
N-1	**R0240**	80	0															R0240	5 998
N	**R0250**	5																R0250	2 365
																		Total **R0260**	**14 361**

Annexe I
S.19.01.01
Sinistres en non-vie

Total activités non-vie

Année d'accident / année de souscription		
	Z0010	7 – 7 and 19 Fire and other damage to property insurance

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

		Année de développement																	
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		**Pour l'année en cours**	**Somme des années (cumulés)**
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		C0170	C0180
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0	0
N-14	**R0110**	1 971	3 141	735	194	175	271	0	0	0	0	0	0	0	0	0		R0110	0	6 487
N-13	**R0120**	1 450	809	117	17	18	177	0	0	0	0	0	0	0	0			R0120	0	2 588
N-12	**R0130**	1 493	3 515	203	127	10	778	0	0	0	0	4	0	0				R0130	0	6 130
N-11	**R0140**	2 210	2 736	283	66	21	7	0	0	0	0	0	0					R0140	0	5 323
N-10	**R0150**	1 733	1 234	341	76	11	-73	0	0	0	0	0						R0150	0	3 322
N-9	**R0160**	2 434	1 892	105	131	100	25	0	-339	3	0							R0160	0	4 351
N-8	**R0170**	4 520	3 099	877	122	137	69	-5	49	0								R0170	0	8 868
N-7	**R0180**	2 906	2 674	331	485	108	0	7	0									R0180	0	6 511
N-6	**R0190**	3 936	2 587	351	159	556	22	249										R0190	249	7 861
N-5	**R0200**	4 859	2 190	833	-170	26	-79											R0200	-79	7 658
N-4	**R0210**	3 250	3 272	1 077	101	102												R0210	102	7 801
N-3	**R0220**	4 710	5 968	834	-92													R0220	-92	11 420
N-2	**R0230**	8 305	2 033	606														R0230	606	10 944
N-1	**R0240**	13 556	17 863															R0240	17 863	31 419
N	**R0250**	4 059																R0250	4 059	4 059
																		Total **R0260**	**22 707**	**124 741**

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés
(valeur absolue)

		Année de développement																	
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		**Somme des années (cumulés)**
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350		C0360
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0
N-14	**R0110**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0		R0110	0
N-13	**R0120**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	160	2	0			R0120	0
N-12	**R0130**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	356	5	0				R0130	0
N-11	**R0140**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	498	1	0					R0140	0
N-10	**R0150**	0	0	0	0	0	0	0	0	597	25	0						R0150	0
N-9	**R0160**	0	0	0	0	0	0	0	696	34	0							R0160	0
N-8	**R0170**	0	0	0	0	0	0	749	103	0								R0170	0
N-7	**R0180**	0	0	0	0	0	774	220	4									R0180	0
N-6	**R0190**	0	0	0	0	789	497	7										R0190	0
N-5	**R0200**	0	0	0	798	506	5											R0200	0
N-4	**R0210**	0	0	800	545	205												R0210	0
N-3	**R0220**	0	1 064	1 281	357													R0220	0
N-2	**R0230**	3 573	2 142	531														R0230	10 854
N-1	**R0240**	24 141	8 855															R0240	29 506
N	**R0250**	4 192																R0250	14 157
																		Total **R0260**	**54 516**

Annexe I
S.19.01.01
Sinistres en non-vie

Total activités non-vie

Année d'accident / année de souscription | **Z0010** | 8 – 8 and 20 General liability insurance

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

		Année de développement																	
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		**Pour l'année en cours**	**Somme des années (cumulés)**
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		C0170	C0180
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0	0
N-14	**R0110**	5	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	23	0	0		R0110	0	30
N-13	**R0120**	6	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			R0120	0	17
N-12	**R0130**	3	7	0	0	2	0	0	0	0	0	0	18	0				R0130	0	30
N-11	**R0140**	6	4	8	2	1	0	0	0	0	0	0	0					R0140	0	21
N-10	**R0150**	5	27	18	8	0	101	0	0	0	0	0						R0150	0	159
N-9	**R0160**	19	15	12	129	1	6	0	0	0	0							R0160	0	182
N-8	**R0170**	16	45	0	165	0	876	29	3	0								R0170	0	1 134
N-7	**R0180**	22	15	156	92	133	0	0	0									R0180	0	418
N-6	**R0190**	11	233	121	73	122	18	-24										R0190	-24	553
N-5	**R0200**	283	1 116	189	68	14	-33											R0200	-33	1 638
N-4	**R0210**	993	141	164	22	-26												R0210	-26	1 294
N-3	**R0220**	188	516	22	42													R0220	42	768
N-2	**R0230**	323	108	85														R0230	85	516
N-1	**R0240**	152	188															R0240	188	340
N	**R0250**	144																R0250	144	144
																		Total R0260	**376**	**7 243**

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés
(valeur absolue)

		Année de développement																	
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		**Somme des années (cumulés)**
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350		C0360
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0
N-14	**R0110**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		R0110	0
N-13	**R0120**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0			R0120	0
N-12	**R0130**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	3	0				R0130	0
N-11	**R0140**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57	9	0					R0140	0
N-10	**R0150**	0	0	0	0	0	0	0	0	108	33	0						R0150	0
N-9	**R0160**	0	0	0	0	0	0	0	185	11	0							R0160	0
N-8	**R0170**	0	0	0	0	0	0	263	182	0								R0170	0
N-7	**R0180**	0	0	0	0	0	329	462	615									R0180	0
N-6	**R0190**	0	0	0	0	477	214	103										R0190	0
N-5	**R0200**	0	0	0	645	1 146	266											R0200	0
N-4	**R0210**	0	0	820	434	363												R0210	0
N-3	**R0220**	0	998	1 063	1 073													R0220	0
N-2	**R0230**	1 487	553	622														R0230	5 383
N-1	**R0240**	780	551															R0240	4 904
N	**R0250**	1 283																R0250	4 876
																		Total R0260	**15 163**

Annexe I
S.19.01.01
Sinistres en non-vie

Total activités non-vie

Année d'accident / année de souscription | **Z0010** | 10 – 10 and 22 Legal expenses insurance

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

		Année de développement																	
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		**Pour l'année en cours**	**Somme des années (cumulés)**
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		C0170	C0180
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0	0
N-14	**R0110**	12	21	13	13	3	26	0	0	0	0	0	0	0	0	0		R0110	0	88
N-13	**R0120**	7	18	9	9	9	16	0	0	0	0	0	0	0	0			R0120	0	68
N-12	**R0130**	10	17	17	5	2	6	0	0	0	0	0	0	0				R0130	0	57
N-11	**R0140**	5	16	8	6	2	3	0	0	0	0	0	0					R0140	0	40
N-10	**R0150**	18	28	12	7	5	1	0	0	0	0	0						R0150	0	71
N-9	**R0160**	16	14	15	2	1	1	0	0	0	0							R0160	0	49
N-8	**R0170**	10	23	7	2	1	1	0	0	0								R0170	0	44
N-7	**R0180**	25	13	6	2	1	0	0	0									R0180	0	47
N-6	**R0190**	7	12	6	1	0	0	0										R0190	0	26
N-5	**R0200**	17	12	2	14	3	5											R0200	5	54
N-4	**R0210**	17	7	45	4	2												R0210	2	75
N-3	**R0220**	15	22	9	5													R0220	5	52
N-2	**R0230**	13	13	10														R0230	10	35
N-1	**R0240**	2	13															R0240	13	15
N	**R0250**	3																R0250	3	3
																		Total R0260	**39**	**725**

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés
(valeur absolue)

		Année de développement																	
	Année	**0**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15 & +**		**Somme des années (cumulés)**
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350		C0360
Précédentes	**R0100**																0	R0100	0
N-14	**R0110**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0		R0110	0
N-13	**R0120**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0			R0120	0
N-12	**R0130**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0				R0130	0
N-11	**R0140**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0					R0140	0
N-10	**R0150**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0						R0150	0
N-9	**R0160**	0	0	0	0	0	0	0	2	5	0							R0160	0
N-8	**R0170**	0	0	0	0	0	0	4	12	0								R0170	0
N-7	**R0180**	0	0	0	0	0	5	13	0									R0180	0
N-6	**R0190**	0	0	0	0	11	6	0										R0190	0
N-5	**R0200**	0	0	0	12	18	0											R0200	0
N-4	**R0210**	0	0	18	9	4												R0210	0
N-3	**R0220**	0	31	14	5													R0220	0
N-2	**R0230**	61	40	8														R0230	144
N-1	**R0240**	15	11															R0240	145
N	**R0250**	19																R0250	47
																		Total R0260	**336**

Annexe I

S.23.01.01

Fonds propres

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	0	0		0	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	0	0		0	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les	R0040	9 034	9 034		0	
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	0		0	0	0
Fonds excédentaires	R0070	0	0			
Actions de préférence	R0090	0		0	0	0
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	0		0	0	0
Réserve de réconciliation	R0130	6 960	6 960			
Passifs subordonnés	R0140	0		0	0	0
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	0				
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	0	0	0	0	0
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220	0				
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	0	0	0	0	
Total fonds propres de base après déductions	R0290	15 994	15 994	0	0	0
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande	R0300	0			0	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	0			0	
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320	0			0	0
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	0			0	0
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	0			0	
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	0			0	0
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	0			0	
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	0			0	0
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	0			0	0
Total fonds propres auxiliaires	R0400	0			0	0

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	15 994	15 994	0	0	0
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	15 994	15 994	0	0	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	15 994	15 994	0	0	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	15 994	15 994	0	0	
Capital de solvabilité requis	R0580	12 080				
Minimum de capital requis	R0600	3 700				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	132%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	432%				

		C0060	
Réserve de réconciliation			
Excédent d'actif sur passif	R0700	15 994	
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	0	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	0	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	9 034	
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux	R0740	0	
Réserve de réconciliation	R0760	6 960	
Bénéfices attendus			
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780		
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790		

Annexe I

S.25.01.21

Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Capital de solvabilité requis net
		C0030	C0040
Risque de marché	R0010	6 142	6 142
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	1 815	1 815
Risque de soucription en vie	R0030	0	0
Risque de souscription en santé	R0040	32	32
Risque de souscription en non-vie	R0050	6 970	6 970
Diversification	R0060	-3 586	-3 586
Risque lié aux immobilisation incorporelles	R0070	0	0
Capital de solvabilité requis de base	**R0100**	**11 374**	**11 374**

Calcul du Capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	1 343
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	0
Capacité d'absorption des impôts différés	R0150	-637
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	0
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	12 080
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	0
Capital de solvabilité requis	R0220	**12 080**
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	0
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	0
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	0
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	0
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	0

Annexe I
S.28.01.01
Minimum de capital requis (MCR) – Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

		C0010
RésultatMCR$_{NL}$	**R0010**	**2 855**

		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	**C0030**
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	**R0020**	5	196
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	**R0030**	0	0
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	**R0040**	0	0
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	**R0050**	5 527	4 962
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	**R0060**	2 355	4 227
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	**R0070**	0	0
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	**R0080**	3 512	6 348
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	**R0090**	4 227	1 119
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	**R0100**	0	0
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	**R0110**	33	354
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	**R0120**	0	0
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	**R0130**	0	0
Réassurance santé non proportionnelle	**R0140**	0	0
Réassurance accidents non proportionnelle	**R0150**	0	0
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	**R0160**	0	0
Réassurance dommages non proportionnelle	**R0170**	0	0

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040
RésultatMCR$_{L}$	**R0200**	**0**

		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0050	**C0060**
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	**R0210**	0	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	**R0220**	0	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	**R0230**	0	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	**R0240**	0	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	**R0250**		0

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	**R0300**	2 855
Capital de solvabilité requis	**R0310**	12 080
Plafond du MCR	**R0320**	5 436
Plancher du MCR	**R0330**	3 020
MCR combiné	**R0340**	3 020
Seuil plancher absolu du MCR	**R0350**	3 700
Minimum de capital requis	**R0400**	3 700